Révolution Congolaise

Lumumba - Mulele - Kabila

**«Le Lumumbisme est une doctrine, tandis que le Mulelisme est une force.
Les deux éléments conjugués donnent une arme invincible pour délivrer le peuple congolais de la servitude des impérialistes.»
le général Nicolas Olenga.**

N°1 - 3 octobre 2003 prix: 0,75 dollars • Contact: Avenue Mateba A-45, Matonge, Kinshasa • Jean-Baptiste Sondji 00-243-99.39.441 • Frank Mayengo 00-243-81.700.55.48
Internet: http://www.deboutcongolais.info • Email: contact@deboutcongolais.info



Pierre MULELE

éducateur, organisateur et libérateur
des masses populaires du Congo

11 août 1929 - 3 octobre 1968

Lorsque l'Etat colonial réprimait, le Grand Capital exploitait, l'Eglise bénissait...

Pierre Mulele, né en 1929, grandit dans une société dominée par les trois forces du colonialisme : l'administration, le capital et l'Eglise. Le jeune Mulele se révolta contre la misère et l'injustice, inhérentes à l'Etat colonial. Il est devenu par la suite un des principaux dirigeants de la lutte pour l'Indépendance.

Comme son aîné Lumumba, Mulele comprit le caractère injuste, exploiteur et humiliant du régime colonial. Or, à cette époque, beaucoup d'"évolués" qui avaient fréquenté l'école, étaient favorables au colonialisme dont ils tiraient certains avantages.

«Pour avoir du caoutchouc, il faut tuer»



Monsieur S. Roi, qui fut fonctionnaire de l'Etat du Congo en poste à Bala Londji, sur le Momboyo, a confié ceci au missionnaire Falis, le 23 août 1899 : "La seule manière de pren dre le caoutchouc, c'est de se battre. Chaque fois que le caporal se met en route pour ramener du caoutchouc, il emmène des balles. Il doit ramener toutes les balles non utilisées et, pour chaque balle tirée, il doit rapporter une main humaine. Il arrive que des soldats tirent une balle en chassant un animal. Dans ce cas, ils coupent la main d'un vivant. En six mois, l'Etat de Monboyo a utilisé 6.000 balles. Cela signifie 6.000 personnes tuées ou amputées. Plus même, parce qu'on m'a dit à plusieurs reprises que les soldats tuaient des enfants à coups de crosse."

(Extrait du livre "E.D. Morel tegen Leopold II en de Kongostaat", de A.M. Delathuy, EPO, Belgique, p.164)



C'est en 1885 que les puissances occidentales, réunies à Berlin, fondent de l'Etat Indépendant du Congo l'immense propriété privée du roi Léopold II, roi des Belges. Celui-ci déclara en 1906: *"Le Congo a été et n'a pu être qu'une oeuvre personnelle. Mes droits sur le Congo sont sans partage; ils sont le produit de mes peines et de mes dépenses. C'est l'auteur de l'Etat qui dispose légalement, souverainement, seul, dans l'intérêt de la Belgique, de tout ce qu'il a créé au Congo."* Voilà un discours qui a dû inspirer Mobutu, quelque soixante anées plus tard.

En réalité, Léopold II a mis en place un système qui a permis à l'Etat et aux compagnies privées belges d'exploiter au maximum les richesses naturelles et humaines du Congo. Pour ce faire, le colonialisme belge reposait sur trois piliers: le capital, l'administration coloniale et l'église.

L'administration coloniale et la Force publique

La Force publique fut l'épine dorsale de l'administration coloniale. De 1877 jusqu'en 1925, l'armée coloniale conquit le Congo, morceau par morceau. Le gouverneur général Pétillon, qui représentait le roi dans la colonie, déclara: *"En Afrique, l'administration a longtemps conservé une allure militaire par sa structure, son esprit et ses traditions."*

La tâche principale de l'administration coloniale consistait à organiser et imposer par la répression, le pillage du Congo. Voilà pourquoi le ministère des Colonies ordonna à son Administration: *"L'appui le plus large des autorités devra être assuré aux entreprises économiques."* C'est ainsi que l'administration mit en place le système des travaux forcés, des cultures obligatoires et l'impôt indigène. D'autre part, les missionnaires jouaient un rôle indispensable. Le ministre des Colonies les définit ainsi : *« Les missionnaires sont les mieux à même de toucher la personnalité intime de l'indigène, de le rallier dans son for intérieur à l'ordre social nouveau »*. Pour les Congolais, cet ordre social nouveau signifia misère et répression.En 1946, le gouverneur général Pierre Ryckmans luimême doit constater l'extrême misère dans laquelle soixante ans de "civilisation" ont plongé la population rurale. Il déclare: *«Le niveau de vie de nos indigènes des villages est inférieur au minimum vital.»* En 1956, 25.000 engagés blancs gagnent presque autant que tous les travailleurs noirs réunis, soit 1.250.000 personnes.

L'Eglise prêche l'obéissance et la soumission

Sans l'Eglise, il n'y aurait jamais eu de colonisation belge. Il fallait d'abord mobiliser des volontaires dans la population belge pour aller coloniser le Congo. Le Pape envoya le cardinal Lavigerie, Primat d'Afrique, en Belgique. Dans son prêche, il exhorta le peuple belge à soutenir l'oeuvre "civilisatrice" de l'Eglise. Il dit : *« Votre Roi vous donne accès à un pays soixante fois plus grand que le vôtre. Vous n'avez pas donné à l'homme de la diffusion des lumières chrétiennes et de la lutte contre les barbares, tout le concours qui était pour vous un devoir »*.

L'Etat et essentiellement l'armée, ont dû soumettre physiquement, par la violence, les "sauvages". L'Eglise, quant à elle, se chargea de les soumettre moralement en leur inculquant l'obéissance et la soumission. Sans la répression armée, il n'y aurait jamais eu de place pour l'Eglise; et sans l'église les "sauvages" se seraient plus souvent soulevés contre le colonisateur. C'est ce qu'a écrit Monseigneur Roelens, premier évêque du Congo: *« Sans l'oeuvre pacifiante et de longue haleine que menaient les missionaires, la poudre aurait parlé en beaucoup de circonstances. Quant aux missionnaires, ils savent parfaitement que, sans l'armée, ils eussent été expulsés de certaines régions. Il convient que nous rendions hommage à l'œuvre hautement civilisatrice de la force armée»*.

Le même Roelens justifie le travail forcé imposé aux ouvriers noirs par les sociétés capitalistes: *"Sans travail, aucun enseignement ne portera de bons fruits et le Noir restera un sauvage. L'Etat et les sociétés faisaient en quelque sorte oeuvre pie en imposant certaines prestations aux indigènes soumis à leur autorité.»*

«Comment nos ancêtres ont été colonisés»

La première leçon politique de Pierre Mulele

"Nos ancêtres étaient libres et indépendants dans leur pays. Un jour, les Blancs sont venus pour les coloniser. De village en village, ils ont distribué du sel et du poisson salé pour les acheter. Mais nos ancêtres refusaient. Puis, les Blancs ont fait tonner le fusil. Avant d'entrer dans un village, ils tiraient un coup de canon au milieu des huttes. Les Noirs arrêtés l'arc ou la lance à la main, étaient fusillés sur place. Les Blancs nous contraignaient à payer des impôts et à exécuter des travaux forcés. Puis, ils envoyaient des prêtres avec mission de nous convaincre de travailler volontairement pour les Blancs. Nous ne voulions même pas les écouter. Ils arrachaient alors des petits enfants à leurs mères, en prétextant qu'ils étaient orphelins. Ces enfants travaillaient durement dans des fermes pour y apprendre la religion des Blancs.

Petit à petit, ils nous ont imposé leur religion. Que nous raconte-t-elle? Elle nous apprend qu'il ne faut pas aimer l'argent, il faut aimer le bon Dieu. Mais eux, n'aiment-ils pas l'argent? Leurs compagnies, comme les Huileries du Congo Belge, gagnent des dizaines de millions grâce à notre sueur. Ne pas aimer l'argent, c'est accepter un travail d'esclave pour un salaire de famine. Ils nous interdisent aussi de tuer. Mais eux, est-ce qu'ils ne tuent pas? Ici, à Kilamba, en 1931, ils ont massacré un bon millier de villageois. Ils nous interdisent de tuer, simplement pour nous empêcher de combattre l'occupation. Les prêtres nous défendent aussi de voler. Mais eux, ils nous ont volé notre pays, nos terres, toutes nos richesses, nos palmeraies. Quand un homme vole chez un Blanc, il doit aller le dire à confesse. Alors le prêtre court prévenir le patron blanc et le Noir est chassé de son travail et mis en prison. "

(Extrait de *Abo, une femme du Congo*, Ludo Martens, Ed. EPO, page 68)



Le maquis de Mulele, juillet 1966: Le commandant de zone Valère Munzele avec son équipe de partisans.

Pour sortir de la misère, il faut faire une révolution populaire

La deuxième leçon politique de Mulele

“Nous allons faire une révolution pour chasser les Blancs et pour nous occuper nous-mêmes de notre pays. Mais, pour comprendre la révolution, il faut d'abord connaître les cinq étapes de l'humanité. La société n'est pas immuable, l'humanité progresse par étapes.

D'abord, l'homme a vécu dans la société primitive. Les gens vivaient ensemble, à peine séparés des animaux. Ils n'avaient de force qu'en se regroupant. Ainsi, en bandes, ils luttaient contre les animaux, allaient à la pêche et à la chasse. Ils étaient encore sauvages, presque des animaux, mais ils avaient l'intelligence. Il n'y avait pas de différences de classe, tous faisaient les mêmes travaux. Ils ont inventé le feu et les instruments de la chasse, en pierre et en bois. Après, ils ont commencé à travailler la terre et à produire beaucoup de nourriture. Il y a eu une division de travail.

A ce moment ont surgi l'inégalité, la haine et la jalousie. Il y avait des chefs qui dominaient les autres. Puis les différentes bandes ont commencé à se faire la guerre pour prendre des esclaves qu'ils faisaient travailler pour eux. On a vu la classe des seigneurs qui possédaient tout et la classe des esclaves qui n'avaient aucun droit. Les riches ne travaillaient pas, ils disposaient du temps nécessaire pour organiser une armée afin de mater les esclaves. Ils trouvaient aussi le loisir d'apprendre à lire et écrire et d'étudier les secrets de la nature. Ils ont inventé le métier à tisser et des instruments pour labourer la terre. La société produisait maintenant beaucoup plus de richesses. Mais les esclaves ne cessaient de lutter contre les tyrans pour qui l'esclave n'était qu'une bête. Finalement, les esclaves refusaient de travailler et la production régressait.

Alors les maîtres ont dû accorder la liberté à leurs esclaves et leur permettre de travailler un lopin de terre. Mais les seigneurs féodaux continuaient à posséder la terre et les instruments de travail. Les gens étaient devenus des serfs, ils n'étaient plus esclaves, ils avaient une certaine indépendance, mais ils devaient livrer une grande partie de leur récolte au seigneur. Dans cette société féodale, la connaissance des hommes a progressé. On a inventé la charrue de fer, la forge, la roue hydraulique. Les hommes ont commencé à apprendre le métier de tisserand, d'armurier, de meunier, de cordonnier. On a créé des villes et le commerce s'est développé avec des pays lointains. Souvent, les paysans et les artisans se sont soulevés contre leurs exploiteurs.

Quand les marchands avaient amassé beaucoup d'argent, ils ont inventé les machines. Les riches ont créé des usines et les pauvres, qu'on chassait de leurs terres, étaient obligés de se vendre aux riches pour aller travailler dans leurs usines. Ainsi on a eu des capitalistes qui exploitent des ouvriers. C'est comme les Huileries du Congo Belge où vous allez travailler durement pour un petit salaire. Les usines créent beaucoup de produits différents en grande quantité, mais tout appartient au capitaliste. Au Congo, les capitalistes belges possèdent les usines, les machines et les richesses du sous-sol. Ils sont venus 'razzier' les Noirs dans leurs villages, même ici, au Kwilu, pour les déporter au Katanga où ils peinent dans les mines.

La révolution socialiste, ce sont les travailleurs et les pauvres qui s'emparent des usines, chassent les capitalistes et font tourner les usines au service de la masse populaire.”

(Extrait de *Abo, une femme de Congo*, Ludo Martens, Ed.EPO, page 69-71)

La révolution anticoloniale: ses partisans et ses ennemis

En 1958-60, le Congo connaissait déjà des classes sociales bien distinctes. Certaines classes voulaient que le colonialisme reste en place, d'autres voulaient l'indépendance. Mais différentes classes ne donnaient pas le même contenu à la notion d'indépendance.

Les classes sociales qui défendaient le colonialisme

Il y avait d'abord la grande bourgeoisie coloniale. C'étaient les managers des sociétés, les hauts fonctionnaires d'Etat et les dignitaires de l'Eglise qui dominaient politiquement et économiquement la colonie. L'Union minière, créée en 1906 avec un capital de 10 millions de francs, réalisa entre 1950 et 1959 un bénéfice net de 31 milliards de francs. Les cinq dernières années du régime colonial, elle comptait 21,81 milliards de bénéfices et d'amortissements. Il est évident que cette classe avait tout intérêt à maintenir en place le système colonial.

Cette grande bourgeoisie, essentiellement belge, s'appuyait sur trois autres classes:

- La bourgeoisie moyenne était composée de patrons européens établis au Congo. Ceux-ci possédaient des petites et moyennes entreprises.
- La petite bourgeoisie européenne était formée par l'échelon inférieur des employés blancs de l'administration et des entreprises, par des petits commerçants et par l'aristocratie ouvrière: c'est-à-dire les ouvriers blancs spécialisés et les contremaîtres européens.
- Enfin l'aristocratie noire constituait un rouage important du système colonial. Dans un décret colonial de 1906, la politique à suivre vis-à-vis des chefs coutumiers est clairement décrite : *“Les chefs de villages sont les intermédiaires naturels entre les autorités de l'Etat et la population indigène. Soutenus par l'Etat, les chefs formeront dans tout le Congo une classe extrêmement utile, intéressée au maintien d'un ordre des choses qui consacre leur prestige et leur autorité. “* Les chefs coutumiers recevaient une prime calculée en fonction du nombre d'indigènes qu'ils administraient ainsi qu'un pourcentage sur les impôts payés par leurs sujets.

Les classes opposées au colonialisme

Du côté du peuple congolais, on pouvait discerner cinq classes sociales qui avaient, chacune pour ses propres raisons, intérêt à chasser les colonialistes. Pour renverser le colonialisme, il fallait former le front le plus large possible.

Une minorité de chefs coutumiers, surtout parmi ceux dont l'autorité ne s'exerçait que sur un nombre restreint d'hommes, refusa de collaborer et s'opposa au colonialisme.

Puis, il y avait la bourgeoisie nationale. En 1958, il y avait 21.683 'firmes d'indigènes' engagées dans des activités commerciales, des briqueteries, des entreprises de construction, des scieries, des garages et des hôtels. En 1958, 6.500 *patrons noirs* engageaient des ouvriers salariés. Un nombre important d'évolués avaient, à cause de leurs privilèges, la même position que la bourgeoisie nationale: la majorité des *prêtres, assistants médicaux, assistants agronomes et employés supérieurs* dans les sociétés. En 1960, la bourgeoisie nationale ne comptait que 10.000 personnes. Une fraction de la bourgeoisie nationale, liée souvent aux chefs coutumiers, s'enrichit en collaborant avec les grandes sociétés étrangères. Cette fraction voulait l'indépendance pour pouvoir s'enrichir plus vite et cela par la collaboration avec les anciens colonialistes.

La petite bourgeoisie noire était composée par les employés et les fonctionnaires noirs, et par *les indépendants noirs* n'utilisant pas de salariés. En 1958, les entreprises européennes regroupaient 68.498 *employés*. En 1960, *les agents congolais de l'Administration* étaient au nombre de 98.000.

Les paysans produisant de manière traditionnelle représentaient 77% de la population.

Le prolétariat et le semi-prolétariat était une force importante sous le régime colonial. Le développement considérable des grandes entreprises capitalistes avait créé une des plus importantes classes ouvrières d'Afrique. En 1956, le Congo comptait 1.199.896 salariés (sur une population totale de 13 millions de personnes). 755.944 pouvaient être considérés comme des prolétaires.

Dans les villes existait aussi une importante masse de sous-prolétaires. En 1959, à Léopoldville, 36.000 personnes étaient officiellement enregistrées comme chômeurs, presque un tiers des personnes actives. Le nombre de travailleurs sans emploi était encore plus élevé, car beaucoup de jeunes résidaient clandestinement dans la capitale. Ce sont ces jeunes qui donneront, le 4 janvier 1959, le signal de la révolte anti-colonial.



Le jeune Mulele devient un combattant anti-colonialiste

Très jeune, Mulele ne supporta pas l'injustice

Pierre Mulele naquit le 11 juillet 1929 à Isulu-Matende, petit village du secteur Lukamba, territoire Gungu. Son père, Benoît Mulele, un des premiers intellectuels de la région, était infirmier. Sa mère s'appelait Agnès Luam. Le jeune Pierre bénéficia de bonnes conditions d'éducation: son père lui avait appris l'alphabet avant qu'il n'aille à l'école. Benoît Mulele était très aimé par la population de la région d'Idiofa. Il prenait à coeur le sort des malades les plus démunis. C'est dans cet esprit qu'il éleva ses enfants. A l'école, le jeune Mulele était connu pour son refus de l'injustice. Désigné comme surveillant du dortoir des plus jeunes élèves à l'école moyenne de Leverville, il refusa de dénoncer un seul élève.

En janvier 1951, Mulele, jugé "rebelle" et anticolonialiste, fut renvoyé de l'Ecole d'Agriculture de Yaeseke. Le Directeur le versa dans l'armée, où il obtint après six mois le grade de caporal. Il y fit la connaissance de Mobutu avec qui il entrait très vite en conflit.

Jeune, Mulele était déjà un organisateur. Il comprit que les opprimés doivent s'organiser pour devenir une force. En 1952, sur indication de Mulele, Fernand Nima a organisé l'UNAMIL, l'Union des anciens élèves de la mission Leverville. Après sa démobilisation, Mulele arriva début '53 à Léopoldville. Il y fut engagé par la Direction générale des bâtiments civils comme commis de deuxième classe. Dès son arrivée, Mulele organisa au sein de l'Unamil des causeries contre le colonialisme. Il fut aussi actif dans l'Apic, l'Association du personnel indigène de la colonie. Dès 1953, il se lança dans une campagne visant à obtenir l'égalité des droits entre les fonctionnaires blancs et noirs. Cette campagne pour "le statut unique" impulsa la prise de conscience nationaliste de nombreux 'évolués'.

Le jeune Mulele s'intéresse à la révolution africaine et mondiale

Jusqu'en 1957, la littérature progressiste internationale arrive très rarement au Congo belge. C'est la radio qui tient le jeune Mulele au courant des grands bouleversements dans le monde.

Le 26 juillet 1956, le président égyptien Nasser nationalise le canal de Suez. Devant les menaces de l'ex-colonisateur, il déclare: *"Je n'ai pas peur des petits soldats parfumés de l'empire britannique."* Ce qui suscite l'admiration de Mulele. En 1956 toujours, la guerre de libération nationale en Algérie bat son plein. Jour après jour, Mulele suit les événements à la radio.

En 1957, la revue *Présence Africaine* commence à circuler dans les milieux congolais. Mulele y trouve des idées qui seront les siennes toute sa vie. Le numéro de février-mars 1957 cite N'Krumah: *"A partir de ce moment, le nationalisme panafricain et une conscience d'émancipation africaine doivent se répandre à travers tout le continent dans ses moindres parties."*

En août 1958, des 'évolués' congolais sont invités à l'Exposition universelle de Bruxelles. Ils y découvrent la planète entière et la littérature révolutionnaire internationale. Ce sont eux qui ramènent les premiers livres marxistes au Congo. Ainsi, Mulele et ses amis découvrent les livres de Lénine, consacrés à la question coloniale, les oeuvres de Staline et de Mao Zedong. Au cours de l'année 1958, Mulele fait la connaissance d'un communiste grec, Bourras. Il lui demande d'où vient la force qui a permis à l'URSS de vaincre les occupants nazis. Bourras répond: *"En Union soviétique, les intérêts collectifs passent avant tout. Il n'y a plus de patrons qui s'enrichissent aux dépens du peuple. Chez vous, au Kwilu, presque tout appartient aux Huileries du Congo Belge. En 1947, le président de la société Lever vous a rendu visite, il n'avait que 29 ans. Serait-ce lui qui a créé les richesses de ces 150 entreprises qu'il contrôle dans le monde ? En Union soviétique, les moyens de production appartiennent à l'ensemble des travailleurs. C'est ce qui fait sa force."* Lorsque Mulele sera ministre de l'Education nationale, il prendra Bourras dans son cabinet.

Les ouvriers et paysans se soulèvent…

Les 4 et 5 janvier 1959, une révolte populaire éclate à Léopoldville. Pendant 48 heures, le peuple est maître de la rue. La Force Publique et la police tuent trois cents personnes. Plusieurs centaines de Congolais sont arrêtées et des milliers de "clandestins" sont expulsés et renvoyés dans leurs villages. Or cette dernière mesure contribue à l'extension du mouvement nationaliste: dès le mois de janvier 1959, les paysans dans les villages ne paient plus d'impôts, ni de taxes et ils refusent de se rendre devant les tribunaux coutumiers.

L'armée coloniale intervient alors dans les villages et elle lance des opérations contre les ouvriers des grandes entreprises (cimenteries, sucreries, l'Otraco...).

La grande majorité des 'évolués' se distancent ouvertement de cette lutte des ouvriers et paysans. Ces 'évolués' veulent une indépendance à leur avantage, en collaboration avec les anciens collaborateurs.



Les parents de Pierre: Mulele Agnès Luam et Benoit Mulele

La fondation du Parti Solidaire Africain (PSA)

Le 10 octobre 1958, Lumumba fonde le Mouvement National Congolais (MNC). Mulele estime que ce parti est trop lié au colonisateur puisque des éléments comme Ileo et Ngalula, proches de l'Eglise catholique, se trouvent à sa direction. Ce n'est qu'en juillet 1959 que le parti de Lumumba se radicalisera, après la scission avec le groupe Ileo, Ngalula, Kalonji et Adoula.

Mulele, lui, préparait depuis fin 1958 la fondation du Parti Solidaire Africain.

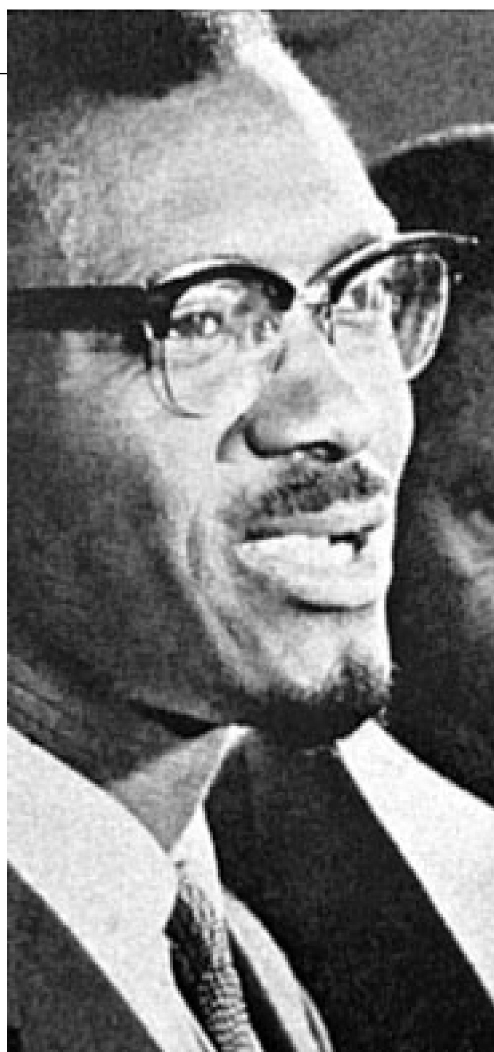
La révolte de Léopoldville, précipite la fondation du PSA. Mulele dit ceci: *"Les nôtres se sont vaillamment battus sans armes. S'ils avaient disposé d'une bonne organisation et d'armes en suffisance, ils auraient pu libérer la ville. Il faut maintenant vite organiser notre parti, sinon les séparatistes de l'Abako vont entraîner nos gens du Kwilu-Kwango. "*

Mulele n'a jamais été un tribaliste ni un régionaliste. Il était partisan de la formation d'un seul parti nationaliste radical et prôna une politique panafricaine. Il écrit en janvier-février 1959 : *"Le Parti Solidaire Africain a pour but l'émancipation du peuple africain dans tous les domaines, son accession dans l'unité existante à l'indépendance."* Les statuts prévoient que le PSA sera dissout et intégré dans un nouveau parti, issu de la fusion des différentes formations nationalistes. Mulele proposa Antoine Gizenga comme premier président du PSA. Gizenga avait déjà un certain âge et a failli se faire ordonner prêtre. En outre, il travaillait dans le privé et échappait donc aux tracasseries qui assaillent les fonctionnaires. Mulele, lui, devint secrétaire général.

Par la suite, Mulele élabore un projet de la République Fédérale du Congo pour contrecarrer les tendances séparatistes de l'ABAKO : *"L'Etat fédéral unitaire du Congo aura tout en mains pour promouvoir la politique sociale et économique du pays."*

Le 19 septembre 1959, Mulele rencontre le comité provincial PSA de Kikwit. Il met déjà l'accent sur deux points cruciaux: il faut mobiliser la masse exploitée et il faut être prêt à se battre les armes à la main. Mulele déclare: *"Nous avons déjà demandé l'indépendance, maintenant il nous faut l'acquérir. Il nous faut organiser des luttes pour avoir notre indépendance. Et pour agir efficacement, la masse doit collaborer avec nous. Les conséquences qui vont s'ensuivre sont indubitables. Une tension naîtra entre l'administration et le parti. Des arrestations, il faut s'y attendre. Mais malgré toutes les mesures vexatoires, nous demeurerons fermes dans notre résolution. Devant une telle résistance, il faudra s'attendre à des événements sanglants."*

Pendant la campagne électorale de 1960, Mulele, Gizenga, Yumbu et madame Andrée Blouin font une tournée au Kwilu. Ils prennent soin de contacter tous les paysans jusque dans les moindres villages. Ceux-ci s'inscrivent par milliers au PSA. Sous l'initiative de madame Blouin, ils mobilisent les femmes autant que les hommes et même les religieuses noires rejoignent le Parti…



Patrice Emery Lumumba dit dans son discours du 30 juin 1960:
«Qui oubliera les fusillades où périrent tant de nos frères, les cachots où furent jetés ceux qui ne voulaient plus se soumettre au régime d'injustice, d'oppression et d'exploitation.»



Lumumba formule un programme révolutionnaire pour libérer le Congo

Après l'assassinat du Premier ministre, Mulele jurera de rester fidèle à ces idées

Malgré tous les efforts de l'Administration pour réprimer le mouvement nationaliste et favoriser les partis de collaborateurs, les partis nationalistes gagnent les élections de mai 1960. Le MNC-L obtient 34 sièges, le PSA 13. L'ensemble des formations nationalistes obtient 71 députés sur un total de 137, la majorité étant de 69.

Au cours du crucial mois de juin 1960, Lumumba, Mulele, Gizenga, Mpolo, Mbuyi, Nzuzi et madame Blouin se réunissent régulièrement pour analyser les intrigues de l'Administration coloniale. Ganshof van der Meersch, ministre des Affaires générales en Afrique, résidant à Léopoldville, pousse Kasavubu à proposer le 17 juin un gouvernement dont sont exclus les deux grands partis nationalistes, le MNC-L et le PSA !

Le même jour Lumumba déclare : *"La Belgique veut imposer un gouvernement fantoche dont l'avènement et le maintien seraient au besoin défendus par les armes. Nous allons constituer notre propre gouvernement au sein de l'ensemble congolais, dont la Belgique prépare l'éclatement."* Ganshof van der Meersch prit peur. Il dira plus tard: *"L'insurrection était latente. Elle pouvait éclater d'un jour à l'autre."* Le 21 juin 1960, il confie la mission de formateur à Lumumba.

Le 30 juin 1960, Lumumba prononce le discours historique que les colonialistes ne lui pardonneront jamais. En présence du Roi Baudouin, il dit: *"Cette indépendance du Congo, c'est par la lutte qu'elle a été conquise. Cette lutte, nous en sommes fiers car ce fut une lutte noble et juste, une lutte indispensable pour mettre fin à l'humiliant esclavage qui nous était imposé de force."*

Ce jour historique, Lumumba devient un grand combattant contre un système inhumain qui s'appelle colonialisme et impérialisme. Comme tous les autres évolués, Lumumba a été éduqué dans un esprit d'obéissance et de soumission au colonisateur et de pacifisme. Mais confronté aux âpres réalités de l'exploitation capitaliste, Lumumba est devenu progressivement un révolutionnaire conséquent.

L'indépendance économique

Au lendemain de la proclamation de l'indépendance, Lumumba formule pour la première fois un programme anti-impérialiste clair: *"L'indépendance politique conquise, nous voulons maintenant l'indépendance économique. Le patrimoine national nous appartient. Ce n'est pas en mendiant des capitaux que nous allons développer le pays, mais en travaillant nous-mêmes. L'indépendance cadeau, ce n'est pas une bonne indépendance. L'indépendance conquise est la vraie indépendance."*

Devant les sénateurs, Lumumba s'écrie le 8 septembre 1960: *"Pour la presse, Lumumba est un homme à abattre, c'est un communiste. Pourquoi? Parce que je ne suis pas malhonnête et n'accepterai jamais un franc des Américains ou des autres pour vendre mon pays."*

Lumumba s'appuie sur les paysans et les ouvriers

Le 22 avril 1959, il avait déjà dit : *"Quand nous sommes avec la masse, c'est la masse même qui nous pousse."* A peine son gouvernement installé, Lumumba adresse les paroles suivantes à ses membres : *"Les ministres doivent vivre avec le peuple. Nous ne devons pas passer aux yeux du peuple pour les remplaçants des colonialistes."*

Lumumba initie la lutte armée contre l'agression belge

Cinq jours après l'indépendance du Congo, l'agression belge débute. Le commandant belge de la Force Publique, le général Jansens, prononce ces paroles historiques: "Avant l'indépendance égale après l'indépendance". Il provoque des troubles au sein de ses troupes et réclame une intervention belge massive. A partir du11 juillet, la Belgique envoie dix mille soldats belges au Congo.

Dès le 11 juillet, Tshombe, assisté par les colons belges, se proclame président du Katanga "indépendant". Albert Kalonji le suivra le 9 août en proclamant l'indépendance du Kasaï. Lumumba réagit courageusement en mobilisant tous les éléments nationalistes de l'armée congolaise contre les sécessionnistes de Katanga et du Kasaï. Mais le colonel Mobutu donne l'ordre à ses troupes d'arrêter leur offensive victorieuse.

Le 5 septembre, Kasavubu décrète illégalement la dissolution du gouvernement Lumumba. Il exige que les soldats de l'ANC déposent les armes. Lumumba lui répond: *"Pour Kasavubu, le fait de vouloir réintégrer le Katanga pour libérer nos frères est une guerre atroce, parce qu'il a déjà des contacts avec Tshombe. Alors que la victoire du gouvernement central au Katanga est une victoire sur l'impérialisme. Le gouvernement rend hommage aux troupes de l'ANC pour le patriotisme et l'héroïsme avec lesquels elles ont défendu jusqu'ici la nation contre l'agression et les mouvements de sédition colportés à travers le pays par les impérialistes belges."*

Mobutu organise son premier coup d'Etat le 14 septembre. Le 27 novembre, Lumumba quitte sa résidence pour rejoindre Stanleyville et y prendre la tête des troupes loyalistes. Le commandant en chef des troupes de l'ONU, Von Horn, déclare: *"Si Lumumba était arrivé à Stanleyville, il aurait déclenché une guerre populaire pour la libération du Congo."*

Trois ans plus tard, Mulele prendra sur lui cette tâche historique que Lumumba n'a pu accomplir: déclencher l'insurrection populaire pour arracher "la deuxième indépendance" pour le Congo.



1. Madame Andrée Blouin, née de mère centrafricaine et de père français, révolutionnaire et panafricaniste, elle fut la principale conseillère politique de Lumumba et de Mulele.



Ces 'lumumbistes' qui ont trahi Lumumba

Ils ont désarmé le peuple et s'enrichaient par tous les moyens

Après le coup d'Etat de Mobutu, le 14 septembre 1960, l'ONU ne reconnut plus le gouvernement Lumumba. Le gouvernement légal, dirigé par Gizenga, déplaça son siège à Kisangani. Petit à petit, la plupart des membres du gouvernement cherchaient le compromis avec les ennemis de Lumumba.

Un mois après l'arrestation de Lumumba, le 1er décembre 1960, Pierre Mulele partit en Egypte. Il amena plusieurs pays à reconnaître le gouvernement Lumumba-Gizenga : après l'Egypte, suivaient l'URSS, l'Allemagne de l'Est, la Guinée, le Maroc, le Ghana, l'Algérie, Cuba, l'Irak, la Chine populaire et d'autres.

Sous l'impulsion de Mulele, le Conseil des ministres de Stanleyville approuva le 31 mars 61 un arrêté consacrant la rupture totale avec les collaborateurs à Kinshasa. *"Kasavubu, le Chef de l'Etat, ne tire son pouvoir que de l'appui des puissances complices contre la Nation et dans le coup de force de Mobutu. Il tolère les actes sécessionnistes au Katanga et à Bakwanga."*

Cette décision de rompre radicalement avec les fantoches, devait être le signal du déclenchement d'un vaste mouvement révolutionnaire pour l'indépendance authentique. Mais il n'en fut rien.

En fait, la plupart des dirigeants "lumumbistes" ne rêvaient que d'une réconciliation avec les traîtres de Kinshasa. Le 19 juin 1961, ils eurent leur chance: Bolikango, un adversaire des nationalistes avant l'indépendance, fit une déclaration dans laquelle il n'était question que de "réconciliation nationale" et de "recours au Parlement". Le gouvernement de Stanleyville accepta la main tendue, renonçant à son objectif d'instaurer un pouvoir nationaliste révolutionnaire sur l'ensemble du territoire national. Après l'annonce de l'assassinat de Lumumba, les masses avaient partout redoublé d'effort dans la lutte armée pour la libération. La moitié du pays était sous le contrôle de l'armée nationaliste ! Mais en juillet-août, les opportunistes capitulaient complètement et Gizenga a ordonné à l'armée lumumbiste de déposer les armes…

Le Conclave de Lovanium: la trahison

Le 22 juillet 1961, le parlement élu en '60 se réunit dans le Conclave de Lovanium. Les lumumbistes sont divisés et infiltrés par les agents du néocolonialisme: ils acceptent de démettre Gizenga comme premier ministre et de donner son poste à Adoula, un ennemi de Lumumba. Les Chambres accordent leur confiance au Gouvernement Adoula, comme le "successeur légal du gouvernement Lumumba, sorti des élections en 60." Ainsi les lumumbistes ont permis que la légalité change de camp et devienne l'arme des Mobutu, Kasavubu, Nendaka et Ileo.

Ceci montre que la plupart des chefs "lumumbistes" de 61 étaient des représentants de la jeune bourgeoisie congolaise. Même ceux qui étaient mus par un nationalisme honnête, se sont laissés mener par le bout du nez par les pires ennemis de la nation. Pour ces nationalistes opportunistes, les luttes les plus âpres ne reposaient que sur des malentendus. Il suffisait de "réconcilier les hommes de bonne volonté" pour résoudre tout. La bourgeoisie nationale s'enivre de mots, mais est incapable de juger les gens sur leurs intérêts de classe et sur leurs actes. Alors que Tshombe était un agent de la Belgique et qu'il avait assassiné des milliers de nationalistes, certains "lumumbistes" allaient demander à l'ONU de le persuader d'accepter une "réconciliation nationale" !

Les hésitations et capitulations de Gizenga

Après la trahison de Lovanium, le 4 août '61, Mulele prend l'avion pour Stanleyville, puis se rend en Egypte. Désormais, il est à la recherche d'un pays où il pourra apprendre à créer une armée populaire réellement fidèle à la lutte de libération.

Gizenga, resté à Stanleyville, se laisse convaincre par Gbenye de reconnaître le gouvernement pro-américain d'Adoula et d'y entrer comme vice-premier ministre. Le 18 août, Gizenga défend son choix devant 30.000 personnes: *"Adoula est d'accord de suivre la doctrine et les secrets que Lumumba nous a laissés."* La foule hurle: *"N'y va pas! N'y va pas!"* Une fois de plus, les masses ont compris la tournure des événements, mieux que leurs dirigeants…

Lorsque Adoula entame des négociations avec Tshombe en septembre 61, Gizenga se rend compte que le gouvernement a pris la voie de la trahison ouverte. Fin novembre 61, Gizenga déclare: *"Le 2 août, le Parlement, sous les menaces de Mobutu, a été obligé de voter la confiance au gouvernement."* Et il termine par un appel aux soldats nationalistes: *"Je vous donne l'ordre de me suivre sur le champ de bataille au Katanga."* Voilà ce qu'il aurait dû dire en février 61, au moment où les masses étaient encore armées et se battaient pour imposer un gouvernement populaire ! Le 15 janvier, la Chambre décide par 67 voix pour, une contre et 4 abstentions de démettre Gizenga de ses fonctions de vice-Premier ministre. Ces chiffres montrent irréfutablement la trahison du programme de Lumumba par la grande majorité des chefs "lumumbistes". Le 27 janvier, Gbenye, le ministre de l'Intérieur, signe un arrêté de mise en résidence surveillée de Gizenga, qui se voit accusé de porter "atteinte à la sûreté de l'Etat" avant d'être emprisoné à Bula Mbemba…

Devenir riche en 1961-1963

Certains chefs coutumiers, une grande partie de la bourgeoisie nationale congolaise ainsi que des couches supérieures de la petite bourgeoisie devenaient maintenant membres de la nouvelle bourgeoisie corrompue et vendue à l'impérialisme belge.

Les hommes politiques s'attribuèrent des salaires énormes. Le 5 juillet 60 déjà, le Sénat vota une augmentation de la rémunération, qui passa de 100.000 FC à 500.000 FC. A cette époque, un coupeur de noix de palme gagnait 700 FC par mois.

Un deuxième moyen pour s'enrichir était le pillage des caisses de l'Etat. Les ministres, les parlementaires et les hauts fonctionnaires détournaient les fonds destinés au paiement des travailleurs où à l'achat de matériel.

Diamants et ivoire disparaissaient au-delà des frontières sans qu'aucun papier ne puisse témoigner de leur passage. En 1963, l'exportation clandestine de diamants avait déjà rapporté 3 milliards de FC.

De nombreux commerçants européens ne se risquaient plus à l'intérieur du pays. Ils s'associaient à des commerçants congolais et à des hommes politiques qui devenaient les alliés du grand capital européen.

Une dernière source d'enrichissement consistait à s'allier au capital monopoliste international. Ainsi le grand chef Mwenda Munongo qui déclara: *"Nous représentons la tradition authentiquement africaine"*, fit son entrée dans le Conseil d'Administration de l'Union Minière du Haut-Katanga !

La décolonisation de l'esprit

Mulele: un enseignement national et scientifique pour tous

Ministre de l'Education nationale du gouvernement de Lumumba, Mulele voulait faire de l'enseignement un instrument de la décolonisation mentale. Mulele voulait un enseignement qui soit scientifique et nationaliste, un enseignement démocratique à la portée des plus pauvres.

Le commandant Michaux a écrit en 1910*: "Les missionnaires sont les éducateurs naturels des sauvages. Les missionnaires feront que notre colonie deviendra un jour le prolongement de la Mère Patrie"…*

Le plus grand souci de Mulele était de rompre avec l'esprit obscurantiste qui régnait dans l'enseignement des missionnaires. Le but avoué de l'enseignement était de donner le strict minimum de formation, nécessaire pour exécuter des fonctions subalternes. En plus, les prêtres éduquaient les Congolais dans un esprit de soumission et d'obéissance au colonisateur.

Dans son programme, Mulele exigea que l'enseignement soit avant tout scientifique. Ensuite, il insista sur son caractère national.

Mulele affirma dans son programme*: «Le gouvernement veut donner à toute la jeunesse une éducation nationale; il veut lui inculquer la notion de son devoir vis-à-vis de la Patrie et la volonté des sacrifices pour le bien commun»*. Enfin, Mulele voulait que l'enseignement soit démocratique et gratuit.

Le 16 août 60, Mulele mit la nationalisation de l'université catholique de Lovanium à l'ordre du jour du Conseil des ministres. Ce fut le tollé chez les réactionnaires et les colonialistes. Monseigneur Malula déclara: *"Pour les vrais nationalistes congolais, le laïcisme est un attentat à la vie religieuse du peuple bantou."*

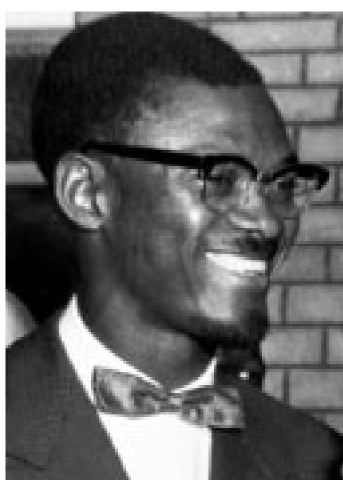
L'Eglise catholique a mis tout son poids dans le combat pour renverser le gouvernement Lumumba : elle voulait à tout prix garder son contrôle sur l'esprit des Congolais pour les soumettre au néocolonialisme.

La plupart des ministres de Lumumba n'avait ni la clairvoyance, ni la détermination de Mulele. L'attaché de presse de Lumumba, Serge Michel, raconte une anecdote qui survint le 19 juillet 60. Après un meeting à Kisangani, Lumumba et ses ministres allaient boire un verre. Serge Michel : *"Nous étions assis, Mulele prit la parole: 'Tous des traîtres ou des incapables', dit-il d'une voix claire pour que Lumumba l'entende. Il parla de complot, cita des noms de conspirateurs, mit en garde les disciples contre les hypocrites et contre le pire des Judas, Joseph-Désiré."*



Le manifeste historique de Mulele et Bengila

A partir d'avril 1962, Pierre Mulele et son ami Théodore Bengila suivent des cours politiques et militaires en Chine. A leur retour à Kinshasa, ils publient en juin 1963 un manifeste historique pour annoncer l'insurrection populaire qu'ils préparent. Quarante années plus tard, le lecteur est encore étonné par la profondeur de leur analyse.



"Peuple congolais, le pays est en train de mourir à cause des manoeuvres colonialistes. Les colonialistes veulent nous imposer une nouvelle forme de domination, le néo-colonialisme, c'est-à-dire une domination par l'intermédiaire de nos propres frères traîtres et corrompus, les réactionnaires de la bourgeoisie.

Il n'est pas besoin de vous démontrer la barbarie, la cruauté de cette nouvelle forme de colonialisme. Les néo-colonialistes utilisent diverses méthodes : tueries, assassinats, empoisonnements, la corruption avec des sommes colossales d'argent en dollars, la propagande mensongère par radio, journaux, tracts.

Beaucoup de dirigeants qui, hier, étaient vos défenseurs acharnés, ont trahi la cause du pays.

Le pays est tombé entre les mains d'une caste qui ne cherche qu'à s'enrichir d'une manière scandaleuse, rapide, révoltante, impitoyable au détriment des intérêts réels du peuple qui continue à mourir de faim.

La stratégie américaine au Congo s'appuie sur nos divisions, nos querelles, nos luttes tribales, provoquées et entretenues d'ailleurs par les sociologues et psychologues américains qui sont partout dans le pays.

Il nous faut parer à cette situation menaçante.

Sur le plan interne, nos efforts doivent tendre à balayer toutes les traces du colonialisme. Il va de soi que nos frères traîtres, qui servent d'intermédiaires aux capitalistes et qui constituent le support d'une politique étrangère, doivent subir les rigueurs de notre lutte de libération totale. Cette lutte doit se mener sous la direction d'un pouvoir populaire et démocratique.

C'est aussi une fausse conception que l'indépendance équivaut à prendre la place des anciens dirigeants coloniaux pour ne rien changer quant à la structure économique du type colonialiste.

L'indépendance, si l'on la veut entière et totale, entraîne une lutte héroïque et implacable du colonisé parce que sa réalisation implique un changement radical. C'est une lutte systématique de décolonisation. Elle est dure et de longue haleine.

C'est une utopie de croire que la décolonisation totale et réelle puisse se réaliser sans casse. L'histoire de l'humanité nous le prouve avec éloquence. Notre détermination dans la lutte nous conduira à la victoire et celle-ci est inéluctable."



Les préparatifs de l'insurrection populaire au Kwilu

L'armée mobutiste sème la terreur dans les villages

Le 3 juillet 63, Mulele revient clandestinement de Chine à Kinshasa via Brazzaville. *"La stratégie parlementaire a définitivement échoué au Conclave de Lovanium"*, dit-il. *"Tous les nationalistes doivent quitter la capitale et rentrer chez eux. Il faut se préparer pour déclencher dans toutes les régions du pays un soulèvement populaire."*

Mulele promet d'accueillir au Kwilu tous les dirigeants qui veulent s'engager dans la lutte armée. Mulele les formera politiquement et militairement pour qu'à leur tour ils créent des bases d'entraînement dans leurs régions d'origine. *"Il faut d'abord former des cadres et préparer la population. Je ne veux pas agir avant 3 ans."*

Dans la nuit du 1 au 2 août 1963, Mulele et quatre compagnons, Bengila, Mitudidi, Mukwidi et Mukulubundu arrivent au Kwilu dans la région de Nkata. Très tôt le matin, ils y tiennent la première réunion du maquis. Mukwidi et Mitudidi doivent retourner à Léopoldville au cours du mois d'août pour contacter les cadres nationalistes susceptibles de s'engager dans la lutte armée. Mitudidi, traducteur chez Mabika Kalanda, doit aussi garder le contact avec les pays progressistes africains, avec la Chine et Cuba.

Dès le 6 août, Mulele commence à recruter des partisans. Parmi le premier groupe de dix jeunes, Valère Etinka, le petit frère de Bengila et une seule fille : Léonie Abo.

A la fin du mois, le camp compte 580 partisans, dont 150 jeunes filles.

La répression s'abat sur tous les villageois: le sang coule

Le 3 septembre déjà, le gouvernement proclame la *"mise à prix de la tête de Mulele"* et décide d'envoyer des troupes vers "les régions troublées".

L'abbé Placide Tara témoigne de la répression qui sévit dès septembre dans le triangle Kikwit-Idiofa-Gungu: *"Le chef de clan chez qui manque un enfant, fille ou garçon, paie l'absence. Il est torturé, les parents de l'enfant de même. On leur inflige de fortes amendes et on parvient à ravir les habits des chefs de clan. Les scènes sont parfois horribles à voir. Tous les hommes doivent se coucher à plat ventre. Les militaires et les policiers marchent sur le dos des villageois couchés par terre. Ils les rouent de coups de bâton. Le sang coule."*

La formation dans le maquis

La révolution muléliste était basée sur l'entraînement physique et militaire. Les garçons et les filles participaient chaque jour à des *leçons politiques, dont le* premier objectif était de susciter la haine et le mépris du régime existant et l'amour des masses populaires. Un commissaire politique raconte: *"Il suffit de vivre parmi les masses, de voir ce qui les tracasse, d'écouter leurs plaintes, pour trouver les thèmes et le matériel d'une leçon politique. Une fois qu'on a suscité la haine des injustices, on se met ensemble pour trouver les moyens de changer cette situation."*

Mulele et Bengila expliquaient les principes de la guérilla, de l'organisation et du renseignement. La solidarité entre combattants est la pierre d'angle du mouvement: les partisans partagent leurs joies et leurs peines; les dirigeants doivent vivre de la même façon que les maquisards et donner l'exemple en tout. Les partisans doivent être dans le peuple comme le poisson dans l'eau: l'organisation puise toute sa force dans les masses populaires. Elles constituent la principale source de renseignements. Le partisan doit toujours privilégier l'action politique en expliquant les méfaits et les crimes des réactionnaires. La lutte armée en sera grandement facilitée, parce que les masses, conscientes de leur rôle, rapporteront aux partisans tous les événements dont elles sont les témoins. Le combattant tentera de nouer des relations avec le plus grand nombre possible de villageois.

Le maquis s'étend et la répression s'aggrave

Début octobre, il y avait déjà 940 partisans. C'était trop, il fallait se diviser en trois groupes: un groupe de 380 combattants sous la direction de Mukulubundu part vers le Nord, entre Kalanganda et Bulwem. Mulele et Bengila dirigent une section centrale de 350 hommes, à une bonne trentaine de kilomètres d'Idiofa. Le troisième groupe, commandé par Louis Kafungu, s'établit d'abord près de Yassa-Lokwa, pour se déplacer ensuite vers Kilembe.

Entre temps, la répression mobutiste continue. Partout où passent ses troupes, les villages sont pillés: manioc, légumes, cochons, poules sont emportés. Le 19 décembre, Mobutu arrive à Kikwit accompagné des colonels belges Marlière et Noël. Des jeunes, soupçonnés d'être des partisans de Mulele, sont pendus. Conscient que les conditions ne sont pas mûres pour la confrontation, Mulele ne riposte pas. Il donne la priorité à la préparation politique. Fin décembre, il y a déjà plus de 5.000 partisans.

En novembre et décembre, des partisans impatients lancent des actions sporadiques contre les représentants du gouvernement anti-populaire. Des bâtiments appartenant à des Blancs sont attaqués à Kakobola, Mungindu, Yassa-Lokwa, Kanga et Kilembe.



Théodore Bengila, ami et compagnon d'armes de Pierre Mulele.

«Ils sont comme des moustiques qui nous sucent tout notre sang»

Une leçon politique de Pierre Mulele sur les classes sociales

Mulele enseignait que celui qui veut faire une politique pour les masses populaires, doit d'abord analyser les classes sociales qui existent dans la société.

Il faut toujours étudier qui possède les moyens de production et de circulation (la terre, les usines, les machines, les camions) et qui contrôle l'Etat. Les classes exploiteuses possèdent les moyens de production et elles possèdent l'Etat; c'est pour cette raison qu'elles peuvent exploiter les ouvriers, les paysans, les petits commerçants et les petits fonctionnaires. Pascal Mundelengolo se distinguait par sa faculté d'exposer les leçons politiques sous forme de dialogue, compréhensible pour les villageois. Voici comment il expliquait les idées de Mulele.

"Il y a maintenant chez nous trois classes de vie.

La première classe, c'est nous qui produisons, les coupeurs de fruits de palme. Qu'est-ce que nous recevons pour nos fruits? Est-ce que nous pouvons encore acheter les pagnes pour les femmes avec notre salaire? Non, nous ne pouvons plus acheter de wax. Quand nous vieillirons, est-ce que nous aurons une pension? Non, nous n'y avons pas droit.

La deuxième classe, ce sont les Blancs qui achètent nos fruits. Est-ce que nous savions ce que les Blancs pourraient faire avec nos produits? Personne parmi nous ne le savait. Avec nos fruits, le Blanc fabrique de l'huile de palme, du savon, des bougies, du beurre. Les coques, il les vend comme bois de chauffage. Il mélange les déchets avec le maïs pour obtenir du fourrage pour la volaille.

Tout cela, est-ce que nous le savions? Nous ne connaissions pas la vraie valeur de nos fruits de palme. C'est nous qui faisons le travail dangereux, mais nous ne recevons presque rien. Le Blanc vole nos richesses. Les impérialistes sont comme les moustiques. Vous avez travaillé et peiné toute la journée. Avec votre argent, vous mangez pour vous procurer du sang qui est nécessaire pour vivre. Alors, les moustiques viennent et ils sucent votre sang, et ils ne laissent plus une seule goutte dans votre corps. Ils deviennent très gras. Mais, dites-moi, est-ce que c'est eux qui ont travaillé?

Les richesses sont produites par nous, mais nous n'en profitons pas. Est-ce que vous êtes contents de cette situation? Non, on n'est pas contents. Les Blancs viennent et eux ils fixent les prix.

Mais pourquoi est-ce que vous ne pouvez pas fixer les prix? Ah oui, quand est-ce qu'on aura ce pouvoir-là? Oui, voilà ce qu'on cherche. Nous ne voulons plus travailler comme avant.

Alors, nous faisons la connaissance d'une troisième classe. Il y a des personnes qui se mettent du côté du Blanc et qui nous disent: vous n'avez pas le droit de faire grève. Nous revendiquons une juste cause, mais eux, ils nous mettent en prison. Entre le Blanc et nous, se trouve le réactionnaire noir.

Dans un régime normal, le gouvernement doit prendre les mesures pour satisfaire les besoins du peuple. Mais nos chefs ne savent que donner des amendes, lever des impôts, arrêter et torturer. Les Blancs les paient pour ça. Le Blanc corrompt nos frères qui sont réactionnaires pour nous causer du tort. Le militaire qui a tué toute sa vie aura sa pension et retournera au village. Est-ce qu'il va continuer à exterminer ses propres parents? Non, le militaire doit aussi apprendre pourquoi ses parents luttent. Quand il aura compris, il rejoindra notre combat."

Mulele déclenche l'insurrection populaire

Le 1er janvier 1964, Mulele donnait l'ordre de passer à l'action. Pendant tout le mois de janvier les équipes menaient dans la province du Kwilu des opérations ponctuelles dans le but de se procurer des armes et de punir les réactionnaires les plus endurcis.

Le 13 janvier, Jérome Anany, ministre de la Défense, prit la charge des opération au Kwilu, où il se rendaient en compagnie de Mobutu. Le 14 janvier, une compagnie de l'ANC, envoyée en renfort, débarquait à Kikwit. Le 18 janvier, Kasavubu décrétait l'état d'exception dans toute la province du Kwilu.

La terreur était horrible. A Mungindu, les policiers organisaient des razzias et entassaient par centaines leurs victimes ensanglantées dans la prison. La revue belge "La Relève" du 1 février écrit: *"Un camion maculé de sang est arrivé de Mungindu. Le chauffeur a raconté qu'il a dû emporter 87 cadavres pour les faire enterrer. Ils ont péri asphyxiés, parce qu'ils étaient entassés à 124 dans un local trop petit."*

L'abbé Tara, qui par la suite a rejoint le maquis, témoigne: " *Les militaires incendient les cases, tuent tout être humain qu'ils voient, attrapent des chèvres, des poules. Le gros bétail sur leur passage attrape aussi des balles.* "Tara avait entendu une conversation entre soldats, qui disaient: " *On a tué des policiers, mais nous devons tuer 500 civils. Un policier vaut 500 civils. Si c'était un militaire qui avait été tué, alors nous allions massacrer le village entier.* "

Le premier territoire libéré

Le 22 janvier, Mulele donnait l'ordre à toutes les unités combattantes de passer à une offensive générale. Les partisans détruisaient les ponts et les bacs. Ils creusaient de larges fosses dans les routes. De cette manière, ils voulaient empêcher les déplacements militaires et obliger l'armée à se diviser en unités plus réduites.

En même temps, des équipes de 100 à 200 partisans, souvent renforcés par des villageois, s'emparaient des personnalités particulièrement détestées dans les villages et les exécutaient.

A la fin de février 1964, les partisans de Mulele exerçaient un contrôle réel sur un territoire d'une longueur de 300 km sur l'axe nord-sud et de 120 km de large sur l'axe est-ouest. Mulele avait eu trois mois pour former ses premiers cadres. Rentrés chez eux, ceux-ci ne disposaient que de deux mois pour organiser et entraîner les équipes locales et pour préparer les masses.

Le 20 janvier, le mouvement muléliste toucha le centre minier et diamantaire au Kasaï, Tshikapa. Au nord de la province du Kwilu, les mulélistes traversèrent le fleuve Kasaï en direction d'Oshwe. Ils étaient même arrivés dans la région de Coquilhatville. Le 19 février le gouvernement central annonça que plus aucune autorisation ne serait accordée pour se rendre au Kwilu.



Abo en 1985. Le 15 septembre 1963, Mulele envoya ses frères Gaspar Ngung et Mbalan Etang au village payer la dote à Awaka, Ebul et Ernest Kwanga et sceller son mariage coûtumier avec Abo.

Pas de révolution sans les femmes

Une leçon de Mulele sur le rôle des femmes

«Les femmes mettent les enfants au monde; pourquoi doivent-elles laisser la lutte aux seuls enfants et rester derrière eux? Elles souffrent avec les enfants, elles doivent lutter avec les enfants, mourir ensemble ou connaître le bonheur ensemble. Les femmes connaissent beaucoup de choses Elles ont l'habitude de bien réfléchir, elles peuvent nous donner conseil. Si les hommes agissent seuls, ils feront des bêtises. Juste avant l'indépendance, la mère de Marc Katshunga était déjà vieille, mais elle écoutait chaque jour les nouvelles à la radio. La femme doit s'intéresser au sort du pays. Sinon, elle ne comprendra pas pourquoi son enfant lutte, elle dira qu'il est bandit. Les femmes sont toujours avec les enfants, elles les éduquent Si la femme ne connaît pas les misères du pays et ne sait pas comment lutter, les enfants ne l'apprendront pas non plus. Il y a des pays ou les femmes ont lutté à côté des hommes. Angela Davis est une Noire américaine qui a beaucoup lutté. Valentina Terescova a été la première femme astronaute.

En Chine, j'ai vu des femmes travailler comme ingénieur, directeur d'entreprise, pilote d'avion, j'en ai vu commander dans l'armée, conduire des chars. Avant la révolution, la femme chinoise ne pouvait pas sortir de sa maison. Dès l'enfance, on lui bandait les pieds pour qu'ils restent petits, atrophiés. Sur ses pieds déformés, la femme ne pouvait pas s'enfuir. C'est le président Mao qui a combattu tout cela.»

(*Abo, une femme du Congo*, page 83-84)



Léonie Abo (avec chapeau) dans le bureau de la Santé à Impasi, juillet 1966.

Le capitalisme ne vivra pas éternellement

Une leçon politique de Théodore Bengila

"L'impérialisme est venu au Congo, mais il faut savoir que chez lui, il s'appelle d'abord le capitalisme. En Belgique aussi, il y a un petit nombre de personnes qui ont le pouvoir et qui commandent le gouvernement et l'armée. Ce petit nombre possède les usines du pays, les machines et les outils avec lesquels le travail peut s'effectuer. Là-bas en Belgique, la terre manque, tu ne peux pas aller labourer les champs pour avoir quelque chose à manger. Donc, si un patron ne te donne pas du travail, tu peux même mourir. L'ouvrier est ainsi obligé de se vendre pour une faible somme d'argent, mais le patron l'oblige à travailler durement. De cette façon, tous les patrons ont gagné beaucoup d'argent. Tant d'argent qu'ils ne savent plus quoi en faire en Belgique ou en Europe. Ca, c'était à la fin du siècle passé. Alors, cet argent des capitalistes est venu ici au Congo et l'impérialisme a pris naissance. Ces capitalistes ont pensé qu'au Congo, il y a encore beaucoup de richesses, des palmeraies, du cuivre, du diamant. Ils viennent nous prendre par la force pour que nous coupions des noix de palme, pour que nous creusions la terre pour en sortir le cuivre. Ils nous accordent un salaire de rien du tout et ils transportent toutes nos richesses chez eux. Ainsi, ils gagnent encore plus d'argent. Puis, avec les matières premières qu'ils ont volées chez nous, ils fabriquent du savon et d'autres produits qu'ils réexportent au Congo. Avec notre petit salaire, nous sommes obligés d'acheter ces produits et les capitalistes en profitent une fois de plus. Bref, l'impérialisme, c'est un voleur qui dévalise deux peuples, les travailleurs belges et le peuple congolais.

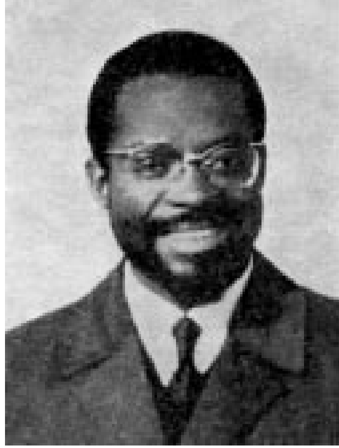
Mais le capitalisme ne va pas vivre éternellement. Tout a un début et une fin. Maintenant que le capitalisme exploite toute la planète, c'est le monde entier qui est entré en lutte contre lui. Dans le capitalisme, il y a le petit nombre qui possède tout et qui décide de tout. Il y a des classes, des riches et des pauvres, des oppresseurs et des opprimés. Sur la terre entière, les gens qui travaillent durement vont chasser le capitalisme et le remplacer par le socialisme. Dans le socialisme, il n'y a pas de classes, tous les gens ont les mêmes chances, peuvent faire des études et devenir dirigeants. Les usines ne sont plus pour la petite minorité mais pour le peuple. Les richesses produites servent à nourrir, vêtir et éduquer tout le monde pour qu'il n'y ait plus de maîtres et d'esclaves, plus de riches et de mendiants."

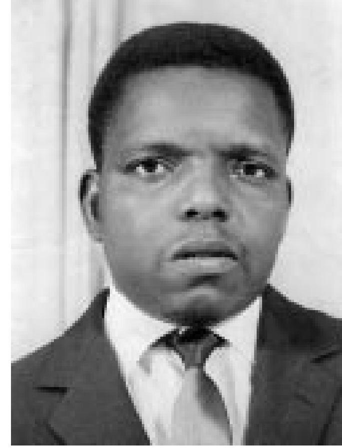
(*Abo, une femme du Congo*, pages 111-112)

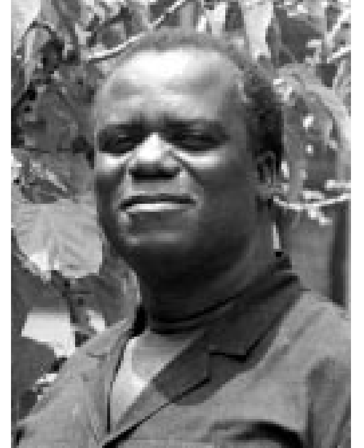
Ils étaient cinq à commencer le maquis du Kwilu, début août 1963


Pierre Mulele


Théodore Bengilla


Léonard Mitudidi


Thomas Mukuidi


Félix Mukulubundu

La formation du Conseil National de Libération

Le 25 septembre 1963, des députés du Parlement manifestent à Léopoldville pour la libération de Gizenga, le président du PSA. Mukwidi, Yumbu, Mulundu, Masena, Tumba Mwasipu, Bocheley et Gbenye sont arrêtés. Le 19 octobre, le gouvernement déclare l'état d'exception.

Tous les pouvoirs sont à ce moment concentrés entre les mains de Kasavubu, Mobutu, Nendaka, Bomboko, Anany, Kandolo et Maboti. Le MNC-L et le PSA sont interdits.

Une ordonnance-loi signée le 16 décembre 1963 définit dans son article 202 que *"sera puni de mort quiconque, en vue de troubler l'Etat, en faisant attaque ou résistance envers la Force publique, se sera mis à la tête de bandes armées."*

Le Conseil National de Libération a été formé le 3 octobre 1963 sous l'impulsion de Mitudidi et de Mukwidi, qui ont commencé la révolution avec Mulele. Mais Gbenye, qui dirige le MNC-L, arrive à imposer sa ligne. Les nationalistes radicaux ne voulaient à aucun prix de Gbenye, parce qu'ils le tiennent pour responsable de la capitulation à Lovanium et parce qu'il a signé l'arrestation de Gizenga. Le 5 février 1964 le CNL éclate en une aile Gbenye et une aile Bocheley. Le 24 février 1964, Gbenye fait signer un accord avec… Tshombe pour une *"réconciliation nationale"* et la *"formation immédiat d'un gouvernement révolutionnaire".* Aussi bien le ministre belge Spaak que la CIA soutiennent ce rapprochement…

Le programme de Libération Nationale

C'est au nom du CNL-Bocheley que Mitudidi, Mukwidi et Yerodia rédigent un programme révolutionnaire, publié le 15 avril 1964. Quelques extraits.

"La solution à la crise congolaise a son fondement dans les masses populaires et exclut tout recours à un simple changement d'hommes par une mascarade électorale ou à la suite d'un coup d'Etat militaire. La solution du problème congolais implique un changement complet et radical des formes d'organisation économique et des options politiques de notre pays. ... Aucune solution viable ne peut voir le jour à la suite d'élections ou d'un référendum dans le cadre politique actuel caractérisé par le fascisme, la soumission aux USA, l'abus des pouvoirs, la fraude. ... Le CNL préconise toutes les formes de lutte susceptible de renforcer l'action révolutionnaire armée: protestations, manifestations, agitation, comités de solidarité avec les combattants. ... Le gouvernement révolutionnaire adoptera une orientation économique inspirée d'une connaissance scientifique des lois sociales: l'expérience socialiste, adaptée aux conditions de notre pays, est la voie sûre de développement pour nos masses laborieuses."

Parmi les objectifs du CNL, il mentionnent le pouvoir populaire: *"établir un gouvernement révolutionnaire, national et populaire".*

L' agression belgo-américaine de 1964

Tshombe, Mobutu et Kasavubu s'unissent pour écraser la lutte de libération populaire

A l'exemple de l'insurrection du Kwilu-Kwango, tout l'Est du Congo s'enflamme à partir d'avril 1964. Les masses lumumbistes à l'Est sont inspirées par l'insurrection que Mulele a déclenchée à l'Ouest. Les révolutionnaires à l'Est vont au combat sous le cri: "Mulele maï!". Le général Olenga déclare: *"Le Lumumbisme est une doctrine, tandis que le Mulelisme est une force. Les deux éléments conjugués donnent une arme invincible pour délivrer le peuple congolais de la servitude des impérialistes."*

En août, les troupes mobutistes sont déjà chassées de deux tiers du territoire national. Elles sont en pleine débandade. Seul Tshombe dispose encore d'une force combattante redoutable: 10.000 mercenaires katangais gardés en réserve à l'ombre des fascistes portugais en Angola.

Tshombe, premier ministre à Kinshasa

Tshombe est le principal responsable de la mort de Lumumba. Il était une marionnette que les Belges ont utilisée pour créer le soi-disant: "Etat Indépendant du Katanga".

En avril 1964, l'impérialisme belge et son rival américain se mettent d'accord pour placer Tshombe au poste de Premier ministre à Kinshasa. C'est à Bruxelles que Tshombe rencontre Spaak et l'ambassadeur américain Douglas Mc Arthur dont il reçoit les ordres. Le 10 juillet, Tshombe prête serment *"aux lois du Congo et au chef de l'Etat"* entre les mains de Kasavubu.

Tshombe, Mobutu et Kasavubu organisent une véritable terreur contre les masses insurgées. Mais ils ne peuvent pas contenir la volonté de libération des masses populaires, inspirées par Mulele. Alors ils demandent aux gouvernements belge et américain d'intervenir militairement pour écraser la révolution.

A partir du 5 septembre 1960 jusqu'au 24 novembre 1965, le Congo a été dirigé essentiellement par Kasavubu, Mobutu et Tshombe. Ces trois personnages ont été les principaux instruments du néocolonialisme dans sa lutte contre les nationalistes. Il est faux de prétendre que "la démocratie" existait au Congo jusqu'au coup d'Etat de Mobutu en 1965.

C'est élimination de Lumumba le 5-14 septembre 1960, qui a marqué le début de la dictature néocoloniale exercée contre les masses lumumbistes.

Le colonel Vandewalle, l'attaché militaire de l'Ambassade belge à Kinshasa, envoie, le 3 septembre 64, une note à Spaak. Il constate que Mobutu n'a plus d'armée. *"Il faut considérer que sauf quelques détachements, l'ANC actuelle est, soit mutinée, soit passée à la rébellion, soit accrochée dans des camps, loin du front, d'où elle refuse de sortir. Les autorités congolaises, notamment Tshombe et Mobutu, sont d'accord pour déclarer qu'elle doit être remplacée."*

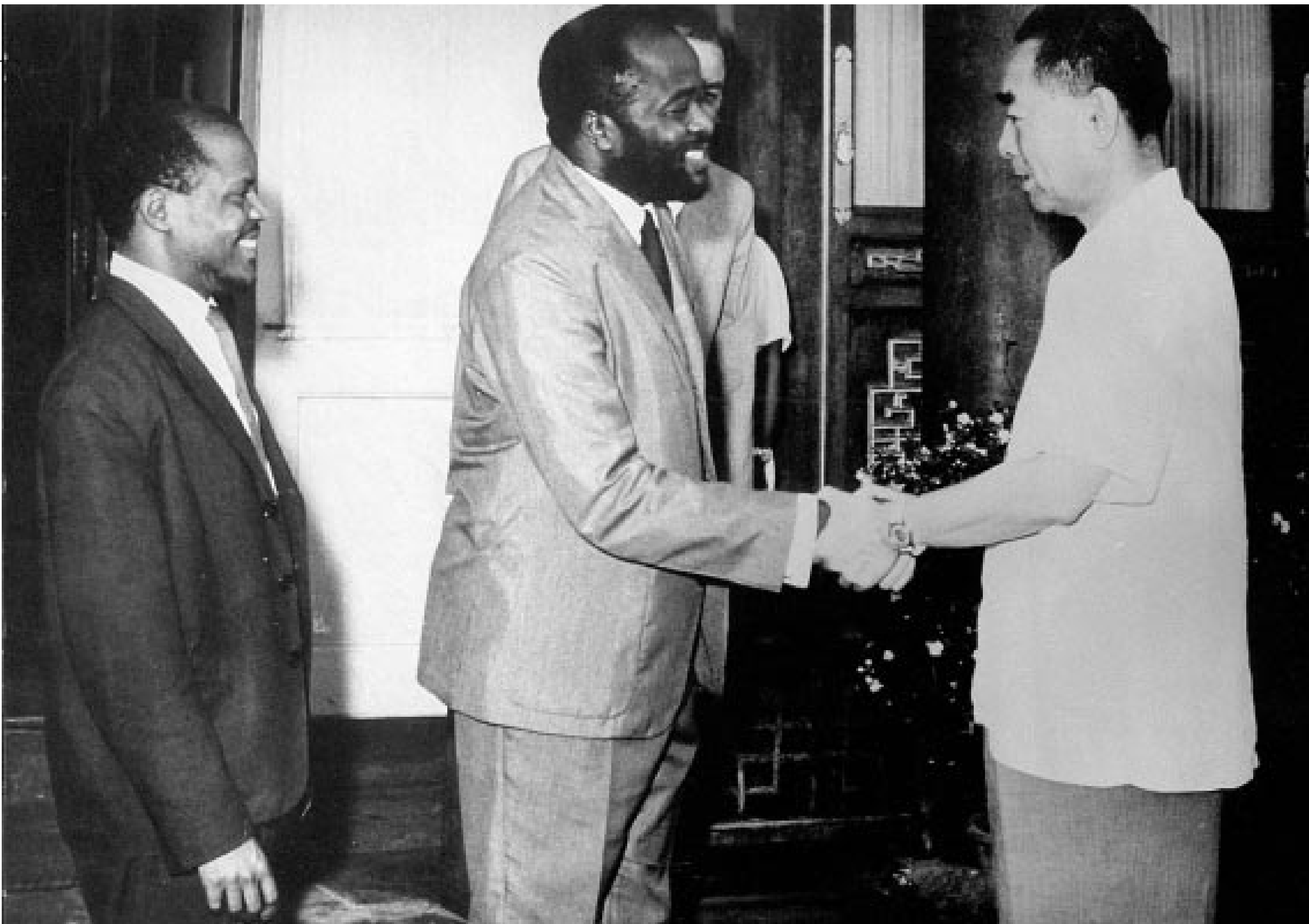
La Belgique dépêche 390 officiers et techniciens au Congo, auxquels elle ajoute 320 paras lors de l'opération Dragon Rouge du 24 novembre 1964. En mars 1965, Mobutu a à son service 637 mercenaires blancs.

Début novembre 64, le colonel Vandewalle dit à ses hommes: *"La liquidation du gouvernement révolutionnaire s'impose au plus tôt."*

A l'Est du Congo, les forces nationalistes seront écrasées lors de l'Opération Ommegang exécutée par la colonne Vandewalle. Ce corps compte 65 officiers belges, 390 mercenaires blancs, 65 officiers katangais et 4.200 soldats noirs, essentiellement des mercenaires katangais venus de l'Angola.

Vandewalle ne cache pas qu'il revit les journées de grandeur coloniale. *"Tous les membres de l'État-major de la 5ième Brigade mécanisée (colonne Vandewalle) avaient servi à la Force publique. Ce fut la dernière fois qu'un groupe d'officiers des anciennes troupes coloniales belges, conduisit des opérations en Afrique centrale."*


Laurent Désiré Kabila et Gabriel Yumbu. Kabila dirigea le maquis de l'Est, et le 24 décembre 1967, il y fonda le PRP, le Parti de la Révolution Populaire. Gabriel Yumbu fut le compagnon de Mulele dans le PSA. Il a accompagné Mulele lorsqu'il prit la route pour le Front de l'Ouest. Ensuite, Yumbu a rejoint Kabila sur le Front de l'Est pour devenir vice-président du PRP.



Abdoulaye Yerodia, proche de Mulele, Mitudidi et Kabila, fut élu en avril 1965 à la tête du Conseil Suprême de la Révolution. En cette qualité, il rencontra Chou En-Lai à Beijing. A ses côtés Zénon Mibamba qui accompagnera Mulele lors de son dernier voyage avant la mort au camp Kokolo.

«J'ai dû engager moi-même des mercenaries»

Un aveu incroyable de Mobutu

Le général sans soldats Joseph-Désiré Mobutu a signé personnellement l'ordre de recruter 1.000 mercenaires. Il déclara : *"Au départ et en principe, je n'étais pas très chaud pour engager des mercenaires. Et puis, la situation militaire est devenue telle que j'ai dû engager moi-même des mercenaires pour combattre la rébellion. Mais il n'y en a jamais eu plus de mille. Ce sont des hommes valables qui aident réellement les populations de l'intérieur. Cela me peine qu'on les traite comme des mercenaires à chasser. On ne les chassera pas. Je sais qu'ils viennent ici pour gagner de l'argent, mais beaucoup d'entre eux travaillent avec un grand idéal. Blancs et Noirs, tous sont officiers et exercent effectivement leur commandement. C'est indispensable. Et les soldats sortis de Kitona sont maintenant sans complexes : ils trouvent tout normal d'être commandés par des officiers blancs et noirs. Ici au quartier général, les officiers belges exercent des responsabilités réelles, comme s'ils se trouvaient dans l'armée belge. "*

Les agresseurs belges, les mercenaires et l'armée mobutistes ont tué en 64-65 plus de 300.000 "jeunesses"…

«L'autorité vient de Dieu»

La hiérarchie catholique du côté de Mobutu contre le peuple

Les plus hauts dignitaires de la hiérarchie catholique ont appuyé ouvertement Kasavubu, Tshombe et Mobutu dans la lutte contre les masses lumumbistes.

Après l'écrasement de l'insurrection à l'Est fin 64, le nonce apostolique, Mgr Maury, déclara à Kasavubu et Tshombe: "Les liens qui unissent le Saint-Siège et la République ont toujours été cordiaux. Comment ne le seraient-ils pas avec un chef d'Etat dont la dignité, la droiture et la sagesse sont hautement estimées et dont le gouvernement a le souci de conduire le peuple vers un avenir de concorde, de paix et de bien-être."

Quelques mois plus tard, le coup d'Etat de Mobutu porta à son comble l'extase des prélats devant l'autorité établie par le fer et le feu. Monseigneur Malula s'adressa au général Mobutu, auto-proclamé président de la République, en ces termes: "C'est Dieu qui distribue l'autorité. Monsieur le président, l'Eglise reconnaît votre autorité, car l'autorité vient de Dieu. Vous pouvez compter sur nous dans votre oeuvre de restauration de la paix."

L'abbé Tarra, révolutionnaire

Des prêtres ont rejoint la lutte de libération

Si la hiérarchie catholique s'est rangée du côté de l'impérialisme, du côté des mercenaires et du côté des collaborateurs noirs, un grand nombre de prêtres et de soeurs ont participé à la lutte de libération. L'abbé Tarra s'est engagé dans la révolution muleliste. Il connaissait bien l'histoire de Mao et de la révolution chinoise et en parlait souvent. Il a été instructeur militaire: il était expert dans le tire à l'arc et il apprenait cet art aux jeunes partisans. Tarra a été aussi responsable de la sécurité à la Direction générale.

Laurentin Ngolo a été frère Josephite. Il a quité son ordre pour devenir un des principaux cadres du mouvement muleliste.
L'abbé Kayembe avait accompagné Mulele jusqu'à Ndjili, au moment du départ pour le maquis.

Mulele était athée, il estimait que les nombreux dieux qui sont vénérés dans le monde, ont été inventés par les hommes. Pour Mulele, on peut croire ou ne pas croire, croire dans tel dieu ou dans tel autre: l'important pour juger un homme est son attitude envers l'exploitation et l'oppression, son attitude dans la lutte pour la libération nationale, dans la lutte pour le bien-être des ouvriers, des paysans et des autres travailleurs.

«C'est la magie des Blancs»

Une leçon politique de Mulele sur la religion

"Jésus était l'enfant de Marie. Ceux qui ont écrit les Evangiles ne savaient pas comment naissent les enfants. Ils pensaient que, par magie, une vierge pouvait mettre au monde un enfant. Les prêtres nous disent que l'Evangile est la parole de Dieu. Mais est-ce que Dieu ne savait pas comment on fait les enfants? Comment Dieu pouvait-il faire écrire de telles bêtises? Jésus était un homme qui vivait dans une société esclavagiste et il a lutté pour libérer les esclaves. Pour cette raison, les Romains l'ont crucifié. Jésus a été exécuté comme des centaines d'autres rebelles qui refusaient l'esclavage. Sa mort
sur une croix n'avait rien de spécial. Mais une centaine d'années plus tard, les évangélistes ont inventé un tas d'histoires. C'est eux qui ont fait de Jésus, le rebelle, un dieu protégeant les tyrans. Les lettres des apôtres disent que l'esclavagisme est voulu par Dieu, que l'esclave doit obéir à son maître.

C'est ça, la parole de Dieu? Non, ces lettres des apôtres sont seulement la parole des hommes qui ont créé la religion. Et ces hommes acceptaient l'exploitation et l'esclavagisme. Au Congo, les Portugais ont commencé à capturer des esclaves il y a cinq cents ans. Les prêtres ont dit tout ce temps que l'Evangile accepte l'esclavage et que c'est la volonté de Dieu. Dans les Evangiles, on trouve plein de mensonges et d'exemples de l'ignorance des hommes qui ont vécu il y a deux mille ans. La religion est une sorte de magie, comme la croyance dans les fétiches chez nous. C'est la magie des Blancs. Les colonialistes l'ont toujours utilisée pour nous abrutir et nous Soumettre."

L'organisation est la clé de la victoire

Chaque homme, femme et enfant avait sa responsabilité au maquis

En 1959-60, la lutte pour l'indépendance a été une explosion spontanée après 80 années d'oppression coloniale. Toute la masse s'est levée pour soutenir les "évolués" qui lui promettaient la liberté et le bien-être. Mais le peuple n'avait pas encore une compréhension de l'histoire, des forces qui exploitent le Congo, le peuple ne participait pas de façon organisée et disciplinée à la lutte.

Mulele a dirigé, aux côtés de Lumumba, cette lutte et il en a senti les limites. A l'étranger, et surtout en Chine, il a étudié l'expérience des révolutions populaires victorieuses.

Mulele est revenu au Congo avec une approche toute nouvelle du combat pour la libération.

L'organisation créée par Mulele en 1963 constitue un progrès essentiel par rapport aux partis nationalistes des années '59-'60. Retourné au Kwilu, Pierre Mulele réussit à organiser chaque villageois et à le faire participer consciemment à la lutte. Il met sur pied une double structure d'encadrement. Le Comité de village, appelé aussi Comité du pouvoir populaire, dirige les affaires des villageois. L'équipe de partisans est responsable de la lutte armée contre l'ennemi.
Cette double structure permet une politisation profonde des masses et une participation active à toutes les tâches de la révolution armée.

L'organisation des structures de la direction

L'organisation muleliste est constituée de quatre niveaux: la Direction générale, les commandants de zone, les sous-directions et les équipes de partisans et les comités de villages.

Au premier niveau, celui de la Direction générale, un noyau de cadres supérieurs dirige l'ensemble du mouvement. Ils sont groupés autour du commandant en chef Mulele à la Direction générale. Mulele et Bengila supervisent tout le travail politique et militaire.

Laurentin Ngolo et Pascal Mundelengolo sont parmi les principaux collaborateurs de Mulele dans le domaine politique.

Théotime Ntsolo et Ngwensungu donnent la formation militaire aux meilleurs combattants regroupés dans le bataillon de l'état-major. Louis Kafungu dirige l'état-major général, et Léon Makassa s'occupe de son secrétariat.

A la Direction générale, plusieurs bureaux assument des tâches précises.

Le bureau d'études et de documentation dirigé par l'ancien Frère Joséphite, Laurentin Ngolo, élabore les textes qui servent de base aux leçons politiques. Ngolo supervise le bureau d'information et de presse, dirigé par l'abbé Lankwan, qui présente chaque jour à Mulele et Bengila un résumé de toutes les informations. Les rédacteurs écoutent les émissions de Pékin, de Cuba, de Moscou, de Bruxelles, Paris et Londres. Ils assurent la publication de *La voix de la révolution*.

Le bureau de politique intérieure, dirigé par Pascal Mundelengolo, assisté par Martine Madinga, forme les intellectuels à leur responsabilité de commissaires politiques.

Il y a un tribunal pour les masses, dirigé par Lakandal et un tribunal pour les partisans, dirigé par Bula-Bula. Ankawu était responsable du département de la Santé, où Léonie Abo s'occupait des femmes et des enfants. La direction possède un dépôt central où l'on enregistre et garde le matériel confisqué à l'ennemi ainsi que les biens offerts par les masses populaires.

Le bureau technique est consacré à la fabrication des "pupus", les fusils de chasse traditionnelles et des explosifs.

En plus il y a une prison, un bivouac où souvent une poignée de prisonniers résident et reçoivent des leçons politiques.

Il existe également un important service de garde qui doit signaler la présence éventuelle de militaires dans un rayon de 10 à 20 km du camp. A une certaine période, l'abbé Tara dirige la sécurité du camp.

Dans la cuisine collective, on prépare la nourriture pour les deux mille personnes qui vivent à la direction générale en mars 1964.

Le deuxième niveau de la structure est formé par les commandants de zone. Le territoire libéré compte sept zones. Chaque zone est dirigée par un commandant nommé par la Direction générale. Là, les commandants disposent d'un petit noyau de collaborateurs. Ils se rendent régulièrement dans leur zone pour y conduire ou superviser les opérations. Ils consultent Mulele, Bengila et Kafungu pour toutes les affaires importantes.

Les tâches des Equipes et des Comités villageois

Les équipes de partisans représentent le noyau de base du maquis au niveau des villages, c'est le troisième niveau de l'organisation. Une équipe compte en moyenne 53 combattants et il y eu au total entre 90.000 et 100.000 personnes organisées dans les équipes. Entre 20 et 35% étaient de jeunes filles. Chaque Equipe est dirigée par un commissaire politique et un commissaire militaire. Le commissaire militaire est en général élu à cette fonction par les partisans. A l'intérieur de chaque équipe, il y a une division des tâches: l'information, les renseignements, l'intendance; la santé, le service de garde, etc...

Les Comités du Pouvoir Populaire comptent trois responsables principaux : le chef du comité, le responsable militaire et le responsable de l'agriculture. De nombreux liens existent entre l'équipe et le comité de village. L'équipe est le noyau armé du village qui défend les villageois contre les militaires réactionnaires.

Le quatrième niveau est la sous-direction. Elle tient le milieu entre les équipes de village et les sept zones. L'équipe la plus vaillante d'une région, qui dispose des meilleurs cadres formés à la Direction générale, se voit parfois chargée des fonctions de sous-direction. Elle coordonne et dirige la lutte d'une dizaine de villages et elle est aidée et supervisée par le Commandant de Zone.

Dieudonné Ndabala, élu commissaire politique de la sous-direction Ibubu explique: *"Les dirigeants de la sous-direction sont choisis par cinq cents délégués de toutes les équipes de la région de Ngoso. Plusieurs candidats, jugés par les partisans comme étant les plus courageux et les plus aptes à diriger, sont proposés aux différents postes de responsabilité."*

Les huit commandements

Une leçon de Mulele sur l'armée du peuple

"La faiblesse de l'armée réactionnaire réside dans le fait qu'elle opprime la masse et qu'elle brime le soldat. A l'inverse, la clé de notre victoire se trouve dans l'organisation et l'éducation de la masse et dans la politisation du soldat.
Les dirigeants et les combattants poursuivent le même but qui consiste à servir les masses populaires. Pour cette raison, dans l'armée révolutionnaire, officiers et soldats sont politiquement égaux. Les officiers doivent vivre et lutter aux côtés de leurs hommes et se soucier d'eux.
Pour faire face à l'ennemi, l'armée révolutionnaire doit s'appuyer sur une discipline à toute épreuve. Il faut observer rigoureusement les règlements et obéir strictement aux ordres des supérieurs. La méthode fondamentale pour instaurer cette discipline de fer est l'éducation idéologique et politique."

Les huit commandements des partisans sont les suivants.
1. Donnez le respect à tous les hommes, même les hommes vilains.
2. Achetez les objets des villageois en toute honnêteté et sans vol.
3. Remettez à temps les objets empruntés et sans faire de problèmes.
4. Payez les objets que vous avez détruits et faites-le de bon coeur.
5. Ne frappez pas et n'injuriez pas d'autres personnes.
6. Ne détruisez pas et ne piétinez pas, ne marchez pas sur les champs des villageois.
7. Respectez les femmes et ne vous amusez pas avec elles comme vous le voulez.
8. Ne faites pas souffrir ceux que vous arrêtez pendant les combats, ne confisquez pas leurs biens personnels, par exemple anneaux, argent, montres."

Quel homme était Mulele ?

Un instituteur qui arrive à la Direction, passe devant la cuisine. Un partisan lui dit : *" Celui-là, c'est Mulele "*. Il lui montre un homme en chemise blanche en train de travailler dans la cuisine. D'abord, il ne croit pas que c'est lui, le chef de la révolution. Plus tard, il comprend que Mulele donne ainsi une leçon : les dirigeants doivent vivre et travailler avec les masses. Théophile Bula-Bula, responsable de la justice au maquis déclare : *" Les partisans mangent d'abord, ensuite les dirigeants. Mulele mange toujours le dernier, après s'être assuré que tout le monde a mangé. Un jour, des villageois ont apporté un grand coq à la direction. Je pensais qu'il nous sera servi à la table des dirigeants. Mais Mulele ordonna de le couper en tout petits morceaux qui furent mêlés à la nourriture des partisans… "* Mulele partageait tout, alors que Mobutu a 'mangé' et dévoré tout le Congo, laissant les enfants du pays tous affamés…

Un enseignant raconte: *"Pierre Mulele était villageois parmi les villageois. Il s'asseyait par terre, entouré de paysans et de coupeurs. Il était un des plus grands intellectuels de notre pays, mais il restait un homme de la masse. D'autres se vantaient qu'ils avaient fait de grandes études, voyagé en Europe. Lui, tout ce qu'il avait appris à l'étranger, il le partageait avec la masse."*



Les équipes de partisans comptaient 20 à 35 % de jeunes filles dans leurs rangs.





La commandante Nelly Labut en 1966. Nelly Labut, femme du gouverneur Marc Katshunga, cadre kabiliste en 1997…

Avancée et recul de la Révolution

L'individualisme et le tribalisme, deux ennemis de la révolution

Pendant huit mois, entre début avril et fin novembre 1964, la révolution muleliste se développe victorieusement. A Idiofa, Nkara, Kilembe, Gungu et Kikwit, les partisans lancent des opérations pour chasser l'armée de Mobutu. Ensuite, ils mènent des offensives d'envergure contre les points d'appui stratégiques de l'ANC.
En juin 1964, le colonel Eugène Ebeya, chef d'état-major de l'ANC, est tué dans une embuscade sur la route Kikwit-Gungu.

La plus grande bataille que les mulelistes ont livrée se déroule le 30 juin à Kimpata Eku. Mulele ordonne à toutes les équipes d'envoyer des combattants pour cette bataille. Plusieurs milliers de partisans se réunissent pour ce combat. Les habitants des villages environnants doivent apporter à manger aux militaires mobutistes. Les partisans reçoivent des villageois tous les renseignements nécessaires pour préparer l'attaque. C'est une importante victoire, l'armée prend la fuite, plusieurs soldats sont tués.

Le mois suivant, en juillet, une opération du même genre contre la ville de Kikwit échoue. Les équipes mobilisées pour cette attaque ne sont pas bien préparées. Elles s'installent près de la ville pour se reposer et manger avant l'attaque. Mais le bruit causé par plusieurs centaines de combattants avertit les militaires. Ceux-ci attaquent et chassent les partisans.

De décembre 1964 jusqu'en février 1965, les troupes mobutistes réussissent à s'implanter sérieusement dans plusieurs points stratégiques de la zone libérée. Les partisans sont poussés dans la défensive: ils tendent des embuscades aux groupes de l'ANC. Mais les mobutistes se risquent toujours plus nombreux dans la zone libérée. Fin février 1965, les militaires empêchent le contact régulier entre la Direction de Mulele et les différentes équipes des partisans.

L'insubordinnation de Kandaka ébranle la révolution

Dès mars 1965, une lutte interne divise et affaiblit le mouvement. Pierre Damien Kandaka, commandant de la zone du sud, est un combattant nationaliste courageux. Mais il ne respecte pas la règle qu'il faut remettre toutes les armes et autres biens pris à l'ennemi. En août 1964, il constitue des dépôts clandestins. Kafungu juge Kandaka et le condamne à quelques semaines de prison. Kandaka gardera de cette sanction une grande rancune.

En septembre 1964, dans la bataille de Kikwit, Kandaka se montre très courageux. Il prend beaucoup de risques et un grand nombre de ses hommes tombent. Revenu à la Direction, il exige que Kafungu, qu'il accuse d'avoir mal dirigé le combat, soit jugé. Excitant les sentiments tribalistes, il déclare à ses hommes: *"Ce sont toujours les Bapende qui se font tuer au combat. Nous ne reviendrons plus ici à la Direction où les Bambunda commandent. Nous ferons notre propre révolution."* Les services de guerre psychologique américains qui aident Mobutu lancent des tracts à partir d'avions. Ces tracts appellent "les Bapende" à ne plus se soumettre "aux Bambunda"!

Début décembre 1964, Mulele envoie une expédition de 120 partisans, commandée par Lievin Mitu, pour arrêter Kandaka. La nuit, ils sont attaqués par des combattants de Kandaka et perdent vingt hommes. Cette tuerie marque la rupture totale.

D'âpres combats se déroulent entre les partisans de Kandaka et ceux de Mulele. Les masses comprennent que Kandaka les a trompées et lui disent: *"Mulele n'est pas venu avec une telle révolution."* Kandaka écrit alors une lettre à Mulele pour demander la réconciliation. Mais peu après, Kandaka tombe lors d'un affrontement.

L'attaque décisive de l'armée mobutiste

Le 19 juin, à 16 heures, l'ANC surprend les hommes de Mulele et prend le camp de la Direction générale situé devant Kifuza. Une répression brutale règne alors dans la région. Un témoin raconte: *"A Mukedi, les militaires fauchent avec des mitraillettes les gens qui sortent de la forêt. Ma petite soeur a vu une rangée de plus de dix personnes, supposées être des partisans: les militaires les ont achevées une par une en leur défonçant le crâne avec des bâtons. Ils ont brûlé la brousse aux environs de Mukedi et on voyait partout des cadavres d'hommes et de femmes sommairement abattus par les militaires."*

En 1966, Daniel Monguya était le vice-gouverneur de Bandundu. Il a déclaré: *"Au camp militaire règne le colonel Monzimba, un homme sanguinaire qui appelle ce camp 'la boucherie nationale de Kikwit'. On y coupe les mains et les bras à un grand nombre de rebelles. Les autorités n'ont aucun recours contre ces militaires qui se comportent comme de vrais chacals. Dans un seul puit, des familles entières ont été enterrées vivantes. Trois mille personnes y ont été tuées."*

En mars 1966, trois cents combattants sont toujours regroupés autour de Mulele. Il faudra vingt mois, jusqu'en novembre 1967, pour que l'ANC, dotée d'une suprématie écrasante en armes, arrive à disperser ce noyau central. Seule la volonté farouche des villageois de protéger l'avenir de la révolution, explique que ce faible noyau ait pu tenir tête à l'armée mobutiste pendant une période aussi longue.

«Pas de place pour le tribalisme»

Une leçon de Mulele sur l'unité congolaise et africaine

"Le Congo est pour nous tous, enfants du Congo. Quand les Belges ont envoyé leur armée, en 1931, ravager le Kwilu, est-ce que leurs balles cherchaient seulement une tribu ? Non, des Bambala, des Bapende, des Bakwese, des Bambunda ont été tués. Des Bapende en fuite devant cette terreur, sont arrivés dans notre village. Nos ancêtres leur ont donné de la terre. Les Bapende avaient beaucoup d'huile de palme que nous ne savions pas bien produire; ils avaient aussi des légumes, qu'on appelle *élin,* en abondance. Nous, en échange, nous leur donnions du millet et du maïs. Dans la révolution, il n'y a pas de place pour le régionalisme, le sectarisme ou le tribalisme. Nous, les partisans, devons montrer l'exemple. Et la population prendra exemple sur nous.

Je n'ai jamais dit de faire la révolution avec une seule race. La révolution est pour tout le monde. Mulele avec les Bambunda, Kandaka avec les Bapende, quelle sorte de révolution pourrait-on faire de cette manière? Je sais que Kandaka ne durera pas longtemps. Maintenant que je suis arrivé dans la région, il pourra peut-etre laisser tomber cette affaire et revenir à la direction.

Vous, les vieux, vous connaissez les événements de chez nous avant l'indépendance. Kasavubu a d'abord envoyé ses hommes à Brazzaville, pour s'entendre avec Youlou, un abbé, afin de créer ensemble une république pour les Bacongo.

Un an plus tard, Kasavubu a proposé à Gizenga, à Kama et à moi, de proclamer l'indépendance d'une République du Congo Central ne regroupant que le Bas-Congo et le Kwilu-Kwango. Les enfants du Congo allaient se diviser pour se battre entre eux, au grand profit des Belges. Mais nous avons créé le Parti Solidaire Africain pour affirmer que nous sommes Africains et que nous ne voulons pas diviser les différentes tribus."

(*Abo, une femme du Congo*, pages 152-153)

«Une calebasse qui a contenu du poivre»

Une leçon de Mulele sur la persévérance et la fidélité

"Maintenant, nous sommes traqués par l'ennemi et certains sont découragés et fatigués. Le proverbe dit*: "Dans une calebasse qui a contenu du poivre, il reste toujours son odeur."* Moi, j'ai amené l'esprit de la révolution et je l'ai mis dans une calebasse; même si elle se vide, même si elle se casse, les idées de la révolution resteront toujours. Certains sont déjà fatigués, même si notre lutte ne dure que depuis deux ans. Ne pensez pas que vous aurez la vie plus tranquille en vous réfugiant auprès de l'armée. Partout où le gouvernement réactionnaire imposera sa volonté, vous souffrirez doublement. La souffrance s'aggravera aussi longtemps que durera ce gouvernement vendu aux étrangers."

(*Abo, une femme du Congo*, page169)

«Mobutu est le chien de l'impérialisme»

Une leçon de Mulele sur le coup d'Etat de 1965

"Mobutu, qui est-il? Quand il était avec Lumumba, c'est l'impérialisme qui se trouvait derrière lui. Il nous a toujours combattus, il continuera à nous faire la guerre. Tu entres dans la forêt avec ton chien pour chasser les animaux. Le chien amène le gibier. Mais est-ce que le chien va te diriger? Mobutu est un surveillant de l'impérialisme. Il veille sur toutes les richesses dont disposent les étrangers blancs. Mobutu n'est toujours que le chien de l'impérialisme et le chien ne commande pas au maître. Il travaille comme un capita sous les ordres du Blanc."

(*Abo, une femme du Congo*, page 175)

«La lutte réformiste et la lutte révolutionnaire»

Une leçon de Mulele sur la révolution nationale, anti-impérialiste

“Il y a longtemps, des étrangers sont venus dans notre pays pour nous dire que désormais ils dirigeraient le Congo. Ils ont fait les lois et organisé une armée pour les faire respecter. Au tout début, ils ont fait la chasse à l'homme et ils ont vendu les Noirs comme esclaves. Il y a eu beaucoup de morts.
Après, ils nous ont obligés à leur apporter de l'ivoire et du caoutchouc naturel. Nous avons refusé et il y a eu encore plus de tués. Ensuite, ils ont pris nos palmeraies et les richesses de notre sous-sol et ils ont instauré le travail forcé.

Chaque fois que les Noirs ont refusé, ils ont envoyé l'armée pour commettre des massacres. Nos parents ont payé beaucoup d'impôts pour entretenir le gouvernement et l'armée des Belges. Ils ont effectué des travaux forcés pour enrichir les compagnies étrangères.

Quand la souffrance est devenue insupportable, Lumumba nous a dirigés pour obtenir l'indépendance. Il voulait que les enfants du Congo gouvernent le pays, que les lois soient faites pour les Noirs qui ont souffert et que l'armée protège les villageois et les travailleurs

Mais après l'indépendance, les compagnies étrangères, les impérialistes ont encore envoyé leur armée pour nous faire la guerre. Ils ont corrompu une partie de nos frères, ceux qui étaient depuis toujours les amis des Blancs, pour être leurs auxiliaires. Aujourd'hui, le Congo est toujours aux mains des capitalistes étrangers qui font exécuter leurs basses besognes par leurs boys, les réactionnaires noirs du gouvernement et de l'armée. Les lois sont faites pour que les grands capitalistes étrangers puissent continuer à voler nos richesses et à opprimer la grande masse du peuple. L'armée est composée de Noirs qui travaillent pour les étrangers et qui sont formés et dirigés par eux. Il y a donc une lutte perpétuelle entre l'impérialisme s'appuyant sur la réaction noire et la masse du peuple qui veut se libérer de la domination et de l'exploitation étrangères.

Il faut savoir qu'il y a deux sortes de luttes, la lutte réformiste et la lutte révolutionnaire. Les réformistes croient qu'il faut seulement lutter pour changer certaines choses dans l'ordre actuel. Ils ne veulent pas détruire cet ordre imposé par les impérialistes. Ils font des propositions au parlement, écrivent contre le gouvernement dans des journaux, organisent des grèves

Ils peuvent obtenir de petits succès mais ceux-ci ne durent pas. Puisque les impérialistes restent les maîtres, ils peuvent à tout moment reprendre ce qu'ils ont accordé. Les réformistes ne connaissent pas la vraie nature de l'impérialisme et des hommes à son service.

L'impérialisme est une sangsue qui vide le Congo de son sang. L'impérialisme ne peut pas être amélioré. Il doit être chassé. L'impérialisme est venu il y a cinq siècles avec sa violence et ses fusils. Il faut une lutte violente pour le chasser.

Pour qu'il y ait lutte révolutionnaire, il faut que les masses populaires participent et qu'elles utilisent tous les moyens, y compris les fusils, pour en finir avec la réaction et l'impérialisme

Pour qu'une lutte aussi importante puisse réussir, les masses doivent être organisées et unies dans un parti révolutionnaire qui a des idées progressistes et socialistes.

Ce parti doit accorder de l'importance aux syndicats, aux journaux, aux grèves, aux manifestations, mais la forme principale de lutte est la lutte armée. Toute la masse populaire doit aider à mener cette lutte armée pour nous libérer de l'impérialisme et de la réaction noire. Alors les lois seront faites pour les masses populaires et l'armée sera là pour les protéger.”

(*Abo, une femme du Congo*, pages 134-136)



Une équipe de partisans *(photo prise le 31 juillet 1966 par Antoine Kayoko)*.

Le bataillon de la direction centrale: Ntsolo devant, puis de gauche à droite: Omer Bakanga, Dieudonné Ndabala, papa Kasaï. ➔

Mulele sur le Parti de la révolution populaire

Quand Mulele et Bengila entrent au Congo en mars et en juillet 63, ils sont convaincus qu'ils ne peuvent plus s'appuyer sur le PSA, ni sur le MNC-L. La majorité des dirigeants de ces partis ont trahi la lutte anti-impérialiste pour l'indépendance et la démocratie.

Les autres se cramponnent aux positions nationalistes de 60, dépassées par l'histoire qui a imposé une forme nouvelle de domination: le néocolonialisme.

Avant de créer un nouveau parti, Mulele veut faire comprendre à quoi ce parti servirait. Il faut d'abord montrer une nouvelle voie : celle de l'éducation, de l'organisation et de la mobilisation des masses, la voie de la lutte contre l'impérialisme dans tous les domaines et par tous les moyens, et principalement par la lutte armée.

Le 3 août 1966, Mulele signe une lettre destinée à ses compagnons se trouvant à Brazza, à Gizenga qui est au Mali et à Kabila qui dirige le maquis de l'Est. Dans cette lettre, Mulele aborde la question du Parti.

“Camarades,

Je vous prie de lancer un appel à l'unité à tous les camarades qui sont avec vous, afin de créer un Parti révolutionnaire avancé, au sein duquel tous les révolutionnaires du Congo seront regroupés. Je vous demande d'oublier vos querelles stériles du passé, de bannir l'esprit de séparatisme. ... L'union devra reposer sur une doctrine de base conséquente conforme à la ligne générale de la Révolution sur toute l'étendue du territoire congolais.

L'intérêt général de la Nation doit se placer au-dessus de toute ambition personnelle. C'est la raison pour laquelle notre lutte ne s'est appuyée sur aucun des Partis déjà existants, tels que la PSA, MNC-L, Abako etc...”

«Corriger nos erreurs,

Thomas Mukwidi fait le bilan de trois années de lutte révolutionnaire



Thomas Mukwidi a commencé en juillet 1963 la révolution avec Pierre Mulele. Il publie, le 3 octobre 66, un document sur l'édification du parti d'avant-garde, qui développe les idées de Mulele. En voici l'essentiel.

“La première cause fondamentale des revers successifs que nous avons connus réside dans le fait que nous n'avons pas suffisamment mobilisé et organisé le peuple. L'ennemi étant mieux organisé que nous et bénéficiant d'un appui considérable des impérialistes, seule notre capacité d'organisation et de mobilisation du peuple nous permettra de changer le rapport des forces entre l'ennemi et nous. Nous devons considérer la mobilisation et l'organisation des forces populaires comme étant l'unique garantie de notre victoire.

Avant la rédaction d'un programme et l'élaboration d'un mot d'ordre, nous devons aller aux côtés de la masse, vivre avec elle et lutter à côté d'elle afin de connaître ses problèmes, ses difficultés, ses revendications et de procéder à une enquête sérieuse sur sa vie. Ce n'est qu'après ce travail que nous pourrons élaborer un programme et lancer des mots d'ordre qui traduisent les réalités de notre pays et les aspirations profondes de notre peuple.

Le contenu de ce programme doit être essentiellement axé sur la réalisation de la révolution nationale et démocratique.

Il faut utiliser un langage compréhensible par le peuple. C'est uniquement sur cette base que nous pourrons mobiliser, organiser et unir tout notre peuple pour qu'il participe à la révolution.

La deuxième cause fondamentale de nos revers est l'absence d'une organisation et d'un noyau de direction unis et homogènes, véritable avant-garde de notre lutte libératrice, ayant un dévouement total à la cause de la révolution et sincèrement attachée aux intérêts du peuple.

La troisième cause est l'impatience et la soif du pouvoir. La position stratégique du Congo - au coeur même de l'Afrique - est une question de vie ou de mort pour les impérialistes. Les immenses richesses naturelles et le potentiel économique du Congo attirent toute une coalition d'impérialistes: les USA, La Belgique, la France, la Grande-Bretagne, l'Allemagne de l'Ouest etc... Il n'est pas possible pour nous de remporter une victoire facile et rapide. Nous ne pouvons pas allumer un simple feu de paille. Les impérialistes et les réactionnaires doivent être comparés à de hautes montagnes qu'il n'est pas possible de renverser en un jour. Nous devons nous opposer à tout esprit d'impatience et d'opportunisme aveugle qui se manifeste chez certains de nos camarades qui, assoiffés de pouvoir et poussés par des mobiles incompatibles avec la révolution, rêvent d'une victoire facile et rapide.

Le problème des cadres constitue la quatrième cause fondamentale de notre échec provisoire. Beaucoup de



relancer la révolution»

camarades s'entêtent à faire du tourisme révolutionnaire en parcourant toutes les capitales du monde. Le triomphe de la révolution repose entièrement sur un travail pratique des cadres à l'intérieur du pays en mobilisant et en organisant le peuple.

Il importe d'apporter une très sérieuse attention aux organisations des ouvriers et des étudiants qui constituent des avant-gardes de la lutte des masses dans les villes. Ce problème n'a pas fait l'objet d'un examen attentif de notre part. C'est la cinquième cause fondamentale de nos revers.

La sixième cause est la foi aveugle en l'aide extérieure. Nous rencontrons encore dans nos rangs beaucoup de camarades qui ont une foi aveugle en l'aide extérieure et la considèrent même comme une condition impérative de la victoire de notre révolution.

Nous devons savoir que la révolution et la libération d'un pays ont toujours été l'oeuvre unique du peuple de ce pays. La révolution n'est ni à importer ni à exporter.

Pour libérer notre pays, nous devons essentiellement compter sur notre peuple. C'est notre peuple seul qui constitue la garantie et l'aide sûre qui nous permettra d'assurer la libération de notre nation et de persister dans la révolution jusqu'au bout.

Trois tâches pour avancer vers la libération

L'examen critique de tout ce qui a été fait depuis le 3 octobre 63 nous permet de reconnaître nos erreurs. Il n'y a que ceux qui ne font rien qui ne se trompent pas. Mais loin de rayer d'un seul trait tout ce qui a été fait avec le sang des milliers de nos compatriotes, comme le font certains opportunistes et arrivistes, nous devons apprendre de ces erreurs, savoir en tirer des leçons.

Ces erreurs sont dues à notre manque d'expérience dans l'organisation du mouvement insurrectionnel. Nous avons la conviction que le dernier mot appartient à notre peuple. Peut-être ce n'est pas pour demain ni pour dans dix ans, mais le cours de l'histoire est irréversible.

La chose la plus importante est notre volonté et notre détermination d'aboutir.

Trois tâches urgentes et inséparables s'imposent à nous: la formation d'un noyau d'avant-garde, la fondation d'un parti authentiquement révolutionnaire et la conquête des masses, et l'intensification de la lutte armée.

1. La formation d'un noyau d'avant-garde

Une révolution et une lutte armée qui ne sont pas dirigées par une direction consciente, juste et éclairée, composée des éléments ayant une fidélité totale à la révolution et au peuple ne peuvent pas aboutir à la victoire. C'est pourquoi il devient urgent, pour sauver la révolution, de former un véritable noyau d'avant-garde.

Ce noyau doit avoir une unité politique complète à propos de la libération du peuple congolais par la voie de la lutte armée, forme principale de cette lutte.

Ce noyau doit être composé d'éléments intègres, sérieux, capables de lier la théorie révolutionnaire à la pratique et les paroles aux actes, des éléments qui acceptent les difficultés et les sacrifices, qui renoncent à leurs intérêts personnels et égoïstes et qui sont prêts à donner leur vie pour notre peuple.

Ce noyau ne doit pas se servir d'un langage anti-impérialiste pour s'enrichir et satisfaire des ambitions personnelles, source permanente de nos querelles et de nos divisions.

Ce noyau doit avoir une discipline stricte et rigoureuse.

Ce noyau doit avoir comme tâche fondamentale la fondation d'un Parti d'avant-garde, ayant une stricte discipline et une vocation authentiquement révolutionnaire. Ce noyau doit former, à l'intérieur du pays, de nombreux cadres de la révolution. Afin d'éviter l'infiltration dans nos rangs de mauvais éléments et d'agents de la réaction et de l'impérialisme, il sera imposé une série des critères pour le choix des cadres. Seront formés comme cadres les éléments qui sont déterminés à persister dans la révolution et la considèrent comme une question de vie ou de mort, les éléments qui savent que seul le triomphe de la révolution peut apporter salut et bonheur à leurs parents, frères et soeurs.

2. La fondation d'un Parti révolutionnaire

La deuxième tâche est la fondation d'un Parti révolutionnaire d'avant-garde, c'est-à-dire un Parti qui traduira les aspirations profondes de notre peuple, exprimera fidèlement ses désirs et sera le défenseur de ses intérêts.

Un tel Parti ne peut naître que sur base des masses. Un tel Parti doit être fondé à l'intérieur de notre pays et au cours de la lutte. Cette exigence nous permet de limiter les ambitions et les appétits de ceux qui confondent la révolution avec leurs propres intérêts et la considèrent comme un moyen de s'enrichir.

Le Parti doit tracer une ligne de démarcation nette entre les véritables révolutionnaires et les pseudo-révolutionnaires et placer à sa tête les dirigeants et les responsables sortis des épreuves de la lutte, ayant l'estime, la confiance et l'appui résolus de notre peuple.

Dans ce Parti, il convient de combattre les ambitions personnelles et imposer des critères rigoureux quant à l'acceptation de membres. Les meilleurs membres de ce Parti doivent aussi sortir de la pratique révolutionnaire.

3. La conquête de la masse et l'intensification de la lutte armée

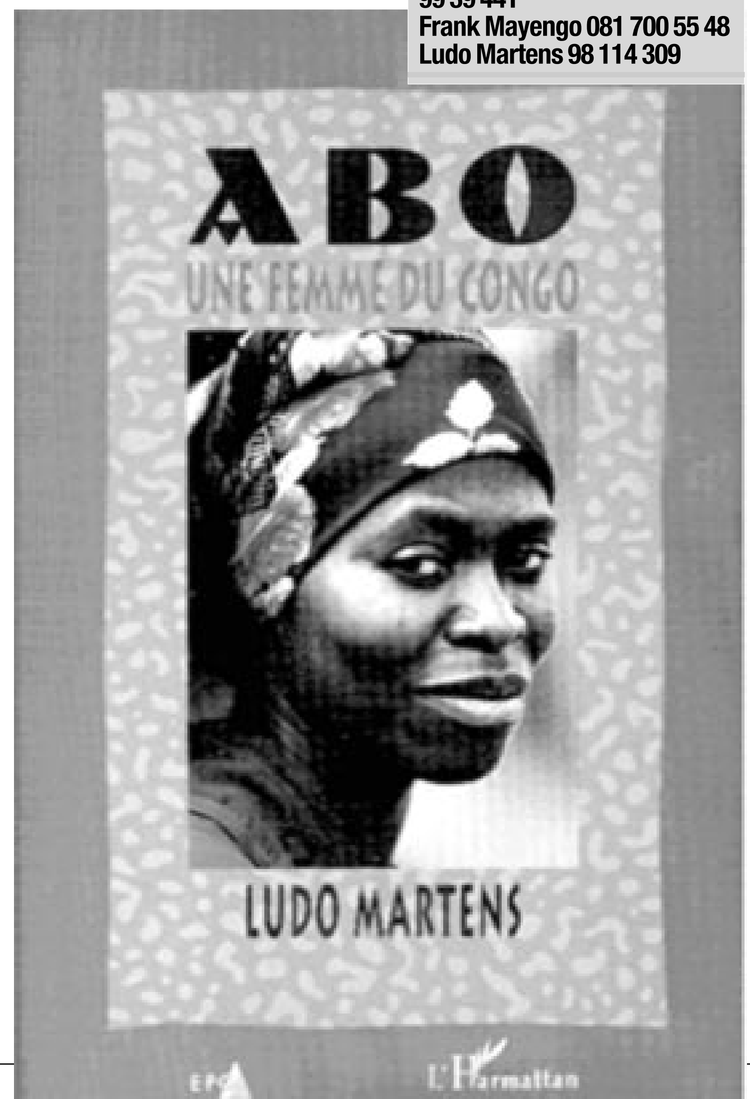
La troisième tâche est la conquête des masses et l'intensification de la lutte armée sous la direction du noyau et du Parti d'avant-garde. En effet, la mobilisation et l'organisation des masses par le front et la lutte armée sous la direction centralisée du Parti d'avant-garde, sont les deux armes principales pour remporter la victoire.

C'est pourquoi il est indispensable que le Parti d'avant-garde, le promoteur, l'organisateur, l'initiateur et le dirigeant de ces deux armes voit le jour dans le feu ardent de la lutte."

Thomas Mukwidi,
3 octobre 1964.

Professeur Benoît Verhaegen (Universités de Kinshasa et de Kisangani): ***«Le récit d'Abo est un chef d'œuvre en son genre. Ce livre fera date dans l'histoire du Congo et de l'Afrique et du mouvement révolutionnaire en général.»***

Info et commandes :
editions@epo.be
Au Congo :
ludomartens2003@yahoo.fr
téléphones:
Jean-Baptiste Sondji
99 39 441
Frank Mayengo 081 700 55 48
Ludo Martens 98 114 309



La vérité sur un assassinat barbare

Le 2 septembre 68, Mulele quitte le maquis dans une petite pirogue. Il se rend à Brazzaville, en compagnie de Léonie Abo et de Joseph Makindua, pour rammener les cadres au Kwilu. Ils arrivent le 13 septembre à Brazza, mais sont immédiatement arrêtés et enfermés au *"Camp de la milice"* sous surveillance militaire…

A plusieurs reprises, Mulele est amené chez le président Ngouabi pour des entretiens. Le 27 septembre, il a enfin une rencontre avec les lumumbistes résidant à Brazza. Mais la décision de son retour à Kinshasa a déjà été prise par Ngouabi. Bomboko vient le 28 septembre signer un accord avec les autorités de Brazza, et il déclare: *"L'amnistie générale décrétée par le général Mobutu, est valable pour tous. Nous accueillons Mulele en frère. Il travaillera avec nous pour la libération totale de notre pays".*

Le retour à Kinshasa

Le 29 septembre, le bateau présidentiel ramène en compagnie de Pierre Mulele, Abo, Makinda, et deux autres partisans:,Théodore Kabamba et Zénon Mibamba. Après une réception maccabre à l'état-major de l'armée mobutiste, Mulele et sa femme passent la nuit dans la parcelle de Justin Bomboko.

Les trois jours suivants, des dizaines d'amis de Mulele viennent le saluer. Leurs noms sont enregistrés par des militaires.

Germain Mwefu, un ami de jeunesse de Mulele, lui dit: *"A l'extérieur, nous entendons des rumeurs disant que l'on va te tuer. La situation est grave, il faut que tu prennes la fuite."* Mulele répond: *"Je ne suis pas allé à Brazzaville pour arriver à Kinshasa. Il y a eu un changement là-bas et cela m'a amené ici. Il y a trois choses: la naissance, la vie et la mort. J'ai fait tout ce que je pouvais, j'ai semé les bonnes graines, elles ne sont pas tombées sur les rochers mais dans la bonne terre. J'attends maintenant mon dernier jour."*

Le 2 octobre à 17 heures, Mulele, sa soeur Thérèse, Abo et Mibamba sont amenés vers la prison dans l'enceinte du camp militaire Kokolo. Ils y retrouvent Théodore Bengila qui leur dit: *"Vous aussi, vous êtes venus pour qu'ils nous tuent tous ensemble?"* Immédiatement, Mulele et Bengila sont enfermés par des militaires. Dix femmes, dont la mère de Mulele, et dix jeunes filles, dont Annie, la fille de Bengila, sont enfermées dans une grande chambre de la prison. Elles y restent pendant trois mois, sans savoir ce qui est arrivé à Mulele et Bengila.

Un assassinat barbare et bestial

Dans la nuit du 2 octobre 68, les militaires sont venus chercher Mulele, qui a crié : *"Les soldats sont venus nous tuer!"* Le jeune Faustin Munene se trouvait dans la même prison que Bengila. Il a témoigné : *"Bengila dit aux militaires: Des chiens comme vous, est-ce que vous osiez nous approcher quand nous étions en forêt?"*

Mulele a été tué avec une cruauté bestiale qui couvrira à jamais de honte le régime qui a ordonné cette sauvagerie. Vivant, on lui a arraché les oreilles, coupé le nez, tiré les yeux des orbites. On lui a arraché les organes génitaux. Toujours vivant, on lui a amputé les bras, puis les jambes. Les restes humains ont été jetés dans un sac et immergés dans le fleuve. Théodore Bengila a été assassiné de la même façon barbare.

Daniel Monguya Mbenge, qui était vice-gouverneur du Bandundu à l'époque du maquis de Mulele, l'a confirmé. Lorsque, en 1988, Monguya rencontre Abo à Bruxelles, il lui dit, d'une voix tremblant d'émotion : *"Madame, dans l'histoire du Congo, votre mari est un personnage immortel; toute ma vie, j'aurai des remords d'avoir aidé à barrer la route du succès à Pierre Mulele "*.

Cléophas Kamitatu, le principal adversaire de Mulele au Kwilu, écrit dans son livre *La grande mystification du Congo-Kinshasa* : *" Loin de faire un procès à Mulele, on l'exécuta après des tortures inouïes : organes génitaux arrachés, yeux crevés, mains amputées, puis on le plaça dans un sac rempli de pierres et on le jeta vivant dans le fleuve Congo. Mulele n'a jamais été jugé à huis clos et il fut jeté vivant dans le fleuve Congo, le soir même du retour du président Mobutu ".*

Pour commettre ce crime bestial, les officiers ont attendu le retour de Mobutu, qui était au Maroc. Le 2 octobre, ils ont reçu ses instructions. Il ne s'agissait nullement d'un acte spontané commis dans un accès de colère, mais d'une cruauté froidement préparée.



Pierre Mulele à son arrivée le 29 septembre 1968 à Kinshasa. Léonie Abo embrasse la mère de Pierre, qui n'a d'yeux que pour sa plus jeune fille Abiba. Derrière lui, Joseph Makindua.

Le meurtre de la vielle mère de Mulele

En janvier 1978, dans la région de Lukamba, un prophète du nom de Martin Kasongo Mimpiepe prétend être Mulele ressuscité. L'armée intervient et massacre deux mille paysans à Mulembe, près d'Idiofa. Parmi eux se trouvent Ntoma, le petit frère de Mulele; Kingoma, le chef du groupement Lukamba, Ekwalanga, beau-frère de Léonie Abo et chef de Lukamba Bozombo. Un frère de Mulele, Delphin Mbumpata, est traîné de son lit à l'hôpital de Matende Iwungu et abattu dans la rue. L'armée fait la chasse à la vieille mère de Mulele, qui s'est réfugiée dans la forêt. Les militaires assassinent François Mbawalanga, un frère de Léonie Abo, parce qu'il ne peut pas dire où se trouve la mère. Ils tuent un frère d'Ignace Luam, Etu Mbwun, puis Okul, la fille d'une soeur d'Ignace Luam, ainsi que son fils Nestor Edzu...

Finalement, la mère de Mulele est arrêtée et traînée devant les villageois de Lukamba. Dans un texte rédigé par des villageois le 28 avril 1978, on lit: *"Les militaires lièrent la maman avec des cordes en formant une croix. Avant qu'elle ne soit fusillée, elle fit cette déclaration aux militaires: Vos mamans vous ont mis au monde; est-ce qu'elles savaient que vous deviendriez des militaires? Les soldats tireront pendant longtemps sur elle sans que les balles l'atteignent. Ils la couperont en morceaux avec des poignards. Chaque partie sera enterrée à part."*

Le livre de Ludo Martens *Pierre Mulele ou la seconde vie de Patrice Lumumba*, publié en 1985, se termine sur ces phrases: *"Lumumba et Mulele assassinés, on n'a jamais retrouvé leur corps. Mais rien ne pourra empêcher les révolutionnaires du Congo-Kinshasa de retrouver la pensée de Lumumba et de Mulele. Le jour où l'avant-garde des forces nationalistes aura assimilé cette pensée, un nouvel espoir naîtra dans le coeur des millions d'opprimés, rendus muets depuis vingt ans. Dans cet immense cimetière qu'est devenu le Congo mobutiste, la vie rejaillira immanquablement et avec impétuosité sous le drapeau des deux héros nationaux qui font à jamais la fierté du peuple congolais: Patrice Lumumba et Pierre Mulele."*

Douze années plus tard, le 17 mai 1997, ces prévisions se sont réalisées. Le jeune Laurent Désiré Kabila était déjà en 1964-65 un grand dirigeant révolutionnaire, très proche de Mulele. Ce dernier avait envoyé son meilleur compagnon, Léonard Mitudidi, assister Kabila comme son chef de l'état-major. Après la défaite de l'insurrection de 1964-65, seul Laurent Kabila a maintenu le flambeau de la révolution populaire. Inspiré par l'expérience de Lumumba et Mulele, Kabila était arrivé en 1990 à la conclusion qu'aucune Conférence nationale et aucune élection organisée sous le joug de la dictature mobutiste, pouvait amener la libération des masses congolaises. En 1996, avec l'Alliance des Forces Démocratique pour la Libération, Kabila a crée une nouvelle armée patriotique et il a appelé les masses à se soulever contre le pouvoir mobutiste dès que l'armée de libération s'approchait. Le 17 mai 1997, Laurent Désiré Kabila a fait table rase de la dictature néocoloniale mobutiste, établie le 14 septembre 1960.

Le 17 mai 1997, au Congo-Kinshasa, la vie a rejailli, la révolution a rejailli... Lumumba et Mulele ont été politiquement résusscités…

Mais cette force diabolique qui s'appelle impérialisme, ne supporte pas la vie. Le 2 août 1998, elle déclenchea par l'intermédiaire de ses laquais rwandais, ougandais et mobutistes l'agression et l'occupation du Congo nationaliste et elle organisa un génocide de 4.000.000 Congolais.

Lors de la Commémoration du 33e anniversaire de l'assassinat de Mulele, le 5 octobre 2001, Abdoulaye Yerodia Ndombasi déclara au Palais du Peuple : *"Mulele nous enseigne que sans la masse, sous ne pouvons rien. Dès maintenant, que tous ceux qui sont patriotes, fondent dans la masse. La masse, il y a quelque temps, on lui a administré une potion anesthésiant, elle n'a plus de voix, elle n'a que des interrogations. Elle se demande où allons-nous ? Eh bien ! dites à la masse de se réveiller, de quitter cet état d'anesthésie où subrepticemment on la place, pour que la voix de Lumumba, la voix de Mulele et celle de Kabila, et nos voix à nous, ne tombent pas dans le désert, et que ces voix soient le ferment qui va dresser le peuple, pour que le peuple réclame son droit de confectionner son destin!"*



Le général-major Padiri, chef historique des maï maï, commança sa lutte en 1991. Il s'est rendu alors à «Congo Mandayi», un territoire entre Walikale et la Province Orientale, qui est toujours resté sous contrôle des comattants mulelistes depuis 1964 ! Les commandants de «Congo Mandayi» ont initié le camarade Padiri dans leur art militaire. Ceci illustre bien la continuité historique entre le combat des mulelistes et celui des kabilistes.